



UN INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA JEUNESSE EN EUROPE

Position du Forum européen de la Jeunesse sur le Cadre financier pluriannuel post 2020

CONSEIL DES MEMBRES
BRUXELLES, BELGIQUE, 26-28 AVRIL 2018

INDEX

Index	2
Résumé exécutif	3
Liste des abréviations	6
I. Note explicative	8
II. Introduction	9
III. Recettes	12
IV. Dépenses	16
A. Education	18
B. Inclusion sociale et économique	23
C. Politique de cohésion	32
D. Citoyenneté européenne	35
E. Agriculture et environnement	38
F. Migration	42
G. Europe globale et action extérieure	46
H. Recherche et innovation	51
V. Références	53

RESUME EXECUTIF

Priorités essentielles

Le Forum européen de la Jeunesse suggère trois priorités essentielles pour le Cadre financier pluriannuel post 2020 (CFP) : l'intégration du financement pour la jeunesse, un examen de durabilité, et une approche fondée sur les droits. La durée du CFP doit être de 7 ans, pour pouvoir introduire un CFP 5+5 ans pour le cadre suivant. La société civile doit être consultée sur tous les aspects du futur CFP, y compris sa planification, sa mise en oeuvre et sa supervision.

Recettes

Le CFP post 2020 doit représenter au moins 1,3% du RIB de l'UE27. Compte tenu de l'opportunité que représente le Brexit, tous les rabais aux Etats membres doivent être éliminés et supprimés. La contribution TVA au budget doit être réformée, et d'autres formes de ressources propres doivent être introduites pour compléter les contributions RIB. Cela pourrait inclure une assiette commune pour l'impôt consolidé des entreprises, une taxe sur les transactions financières, une taxe sur le CO2, des recettes du système d'échange de droits d'émission de l'UE, une taxe sur le carburant automobile, et une ressource propre fiscale basée sur l'électricité.

Priorités Dépenses générales

La société civile doit être au coeur du processus du Cadre financier pluriannuel. Les organisations de jeunesse en particulier doivent participer à la planification, la création, la mise en oeuvre et la supervision des politiques et programmes qui les affectent. En outre, ces organisations doivent également être soutenues par l'intermédiaire du CFP pour entreprendre leur travail important, y compris grâce à un soutien structurel approprié.

Education

En matière d'éducation, le Forum européen de la Jeunesse demande que le budget du programme qui succédera à Erasmus+ soit dix fois plus élevé que l'allocation actuelle, lui permettant ainsi d'atteindre un éventail de plus en plus varié de jeunes. En outre, un budget séparé au sein du programme Erasmus+ doit être alloué pour les secteurs de la jeunesse et de l'éducation non formelle, comptant pour au moins 15% du programme général. Enfin, l'investissement dans le Corps européen de Solidarité ne doit pas se faire au détriment des programmes actuels qui offrent des opportunités valables aux jeunes, mais être financé au moyen de ressources supplémentaires.

Inclusion sociale et économique

Pour garantir une approche holistique de l'emploi et de l'inclusion sociale, le Forum européen de la Jeunesse demande que le Fonds social européen (FSE) soutienne la mise en oeuvre du Socle européen des droits sociaux, et qu'il intègre aussi la jeunesse dans

toutes ses priorités thématiques. La pré-affectation pour l'inclusion sociale doit être augmentée d'au moins 25% du programme FSE suivant, et il faudra l'utiliser pour aborder les entraves à l'inclusion au-delà de l'accès à l'emploi. L'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) doit devenir une source permanente de financement, à raison d'au moins 23 milliards€ alloués au programme suivant. L'accès au financement sous le FSE et l'IEJ doit être simplifié et les organisations de jeunesse doivent être impliquées dans toutes les étapes de la conception, mise en oeuvre, supervision et évaluation.

Politique de cohésion

Pour atteindre un budget qui stimule les régions de l'Europe, le Forum européen de la Jeunesse demande que la durabilité soit une priorité transversale pour les fonds de la politique de cohésion, et que les mécanismes de mise en oeuvre du financement de la cohésion soient simplifiés. En outre, les fonds aux Etats membres doivent être suspendus dans le cas où il a été constaté qu'ils avaient sérieusement violé les valeurs fondamentales de l'UE ou l'état de droit.

Citoyenneté européenne

Pour encourager la citoyenneté européenne, le Forum européen de la Jeunesse demande d'accroître le budget du programme qui succédera au programme "l'Europe pour les Citoyens" de 500 millions € : 1 € pour chaque citoyen. En outre, les projets qui encouragent la participation active des citoyens à la prise de décisions doivent être soutenus, ainsi que ceux qui renforcent le raisonnement critique et qui abordent le manque de participation des groupes vulnérables aux processus démocratiques. Enfin, le soutien aux organisations de la société civile pro-européennes doit être amélioré.

Agriculture et environnement

Pour encourager l'agriculture durable et adopter une approche proactive de la protection de l'environnement, le Forum européen de la Jeunesse demande une augmentation substantielle des fonds pour le programme LIFE, et que les objectifs environnementaux soient intégrés dans toutes les politiques internes et externes. Le financement de la Politique agricole commune (PAC) doit être maintenu à raison de 20% du financement alloué aux jeunes agriculteurs et au renouvellement des générations, de 30% aux mesures environnementales, et de 50% au soutien économique durable.

Migration

Pour protéger et accueillir les jeunes migrants et réfugiés, le Forum européen de la Jeunesse demande d'intégrer le financement pour la jeunesse dans tous les programmes de financement qui soutiennent l'inclusion des migrants. En outre, 30% du programme qui succédera au Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) doivent être alloués à l'inclusion des migrants. Enfin, un financement particulier doit être disponible pour soutenir la transition des jeunes réfugiés à l'âge adulte.

Europe compétitive et action extérieure

Pour promouvoir une Europe compétitive, le Forum européen de la Jeunesse demande la promotion et le respect des valeurs fondamentales par l'intermédiaire des programmes et politiques internes et externes de l'UE, ainsi qu'une cohérence politique pour le développement durable dans les programmes externes. En outre, un financement suffisant et accru doit être mis à la disposition des organisations de jeunesse tant au sein qu'en dehors de l'Europe, dans l'ensemble des instruments et programmes d'action externe. Un financement suffisant doit également être attribué aux organisations qui travaillent pour la mise en oeuvre de la Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la Jeunesse, la paix et la sécurité.

Recherche et Innovation

Pour encourager l'excellence dans la recherche et le développement, le Forum européen de la Jeunesse demande d'augmenter le budget du programme Horizon 2020 à 100 milliards €, et de le rendre plus accessible à une équipe plus vaste de chercheurs. En outre, le rôle de la recherche sur la jeunesse doit être renforcé dans le programme suivant.

Liste d'abréviations

AC1	Action Clé 1
AC2	Action Clé 2
AC3	Action Clé 3
APD	Aide publique au développement
CES	Corps européen de solidarité
CFP	Cadre financier pluriannuel
CO2	Dioxyde de carbone
DG	Directions Générales
EFP	Enseignement et formation professionnels
FAMI	Fonds Asile Migration et Intégration
FED	Fonds européen de développement
Fonds ESI	Fonds structurels et d'investissement européens
FSE	Fonds social européen
IEJ	Initiative pour l'emploi des jeunes
LHBTQI Intersexe	Lesbienne, Homosexuel, Bisexuel, Transgenre, Queer,
LIFE Climat	Programme pour l'Environnement et l'Action pour le
MPE	Membre du Parlement européen
NEET	ne suivant ni études, ni formation, et sans emploi
ODD	Objectifs pour le développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale

PAC	Politique agricole commune
PC8	Programme Cadre pour la Recherche et l'Innovation 8
PC9	Programme Cadre pour la Recherche et l'Innovation 9
PME	Petites et moyennes entreprises
PN	Programmes nationaux
RCSNU	Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies
R&D	Recherche et Développement
RNB	Revenu national brut
SPE	Services publics de l'emploi
SSH	Sciences sociales et humaines
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne

I. Note explicative

Ce document politique expose les revendications politiques du Forum européen de la Jeunesse et de ses organisations membres pour le Cadre financier pluriannuel post 2020 (CFP) et ses programmes connexes. Il couvre les principales revendications des organisations de jeunesse et des jeunes en Europe pour l'avenir financier de l'Union européenne.

Ce document politique a été rédigé suite à une longue campagne menée par le Forum européen de la Jeunesse intitulée "Invest in Youth". Cette campagne a souligné l'importance d'un financement accru pour les jeunes et les organisations de jeunesse dans de nombreux domaines depuis son lancement, y compris le financement pour les jeunes suite à la crise financière, la proposition de CFP 2014-2020 et le programme Erasmus+ actuel. Ce document politique sur le CFP post 2020 a notamment été éclairé par ces positions.

En 2016, le Forum européen de la Jeunesse a commencé à organiser une série d'événements en coopération avec l'Intergroupe Jeunesse du Parlement européen afin d'examiner comment concrètement investir en faveur de la jeunesse, y compris un examen du financement pour le chômage des jeunes et le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Le 10 janvier 2018, un autre de ces événements a été organisé pour examiner comment intégrer le financement pour la jeunesse dans le CFP post 2020. Bon nombre des résultats de cet événement sont repris dans ce document.

Ce document politique a été élaboré suite à une consultation des organisations membres du Forum européen de la Jeunesse¹ et d'autres parties prenantes². Le Groupe d'experts sur le financement a contribué au contenu, tandis que les organisations membres travaillant sur des domaines politiques ou des programmes particuliers ont été consultées directement sur les domaines qui étaient particulièrement pertinents à leurs yeux. Les contributions d'un nombre plus important de membres du Forum Jeunesse ont également été incorporées.

Le Forum européen de la Jeunesse souhaite également profiter de cette occasion pour remercier les parties prenantes extérieures y compris nos partenaires ONG et de la société civile, les MPE, et les experts de divers domaines pour leurs contributions à ce document.

La contribution notable à ce document politique garantit que la voix des jeunes a été entendue, et qu'elle se reflète dans le contenu du document. Nous passons à présent le relais aux institutions européennes et aux Etats membres pour qu'ils l'entendent à leur tour et qu'ils en tiennent compte dans leurs discussions.

¹ Conseil national de la Jeunesse d'Ukraine (NYCU), Conseil de la Jeunesse du Portugal (CNJ), Conseil allemand de la Jeunesse (DNK), Organisation mondiale du Mouvement Scout (OMMS), Union chrétienne des Jeunes Gens (YMCA), Mouvement International des Faucons (IFM-SEI), Fédération européenne pour l'Apprentissage interculturel (EFIL), Conseil autrichien de la Jeunesse (ÖJV), Forum national de la Jeunesse de Bulgarie (NMF), Conseil de la Jeunesse francophone de Belgique (CJ), Fédération des Jeunes écologistes européens (FYEG), Conseil européen des Jeunes Agriculteurs (CEJA), Rural Youth Europe (RYE).

² SDG-Watch, CEE BankWatch, Social Platform, Civil Society Europe.

II. INTRODUCTION

C'est une époque cruciale pour les jeunes et l'Europe dans son ensemble. De nouvelles opportunités alléchantes émergent sans arrêt, mais des défis accablants se présentent également à nous en tant que continent. En tant que groupe social, les jeunes sont particulièrement vulnérables à de tels défis, alors qu'ils pourraient pourtant bénéficier de façon unique des opportunités qui se profilent.

En ces périodes de turbulences, il est non seulement de la responsabilité de l'Union européenne (UE) mais également de son devoir d'investir en faveur des jeunes et de l'avenir de notre continent dans son ensemble. Le message le plus puissant que l'Europe peut envoyer à ses jeunes est d'investir en leur faveur : dans leur présent et dans leur avenir. Il s'agit d'un investissement en faveur du bien-être de nos sociétés : en incluant et en responsabilisant les jeunes, en luttant contre l'exclusion sociale et économique, et en faisant d'un monde plus durable une réalité.

L'outil d'investissement de l'Union européenne, le Cadre financier pluriannuel (CFP), sera renouvelé en 2021. Dans le CFP actuel, seuls 2% du financement global sont dépensés pour la jeunesse.³ Il faut que cela change si nous voulons montrer aux jeunes d'Europe que l'avenir de ce continent est entre leurs mains. C'est pourquoi le Forum européen de la Jeunesse demande **que le financement en faveur des jeunes et des questions qui préoccupent les jeunes soit intégré dans l'ensemble du CFP post 2020** pour garantir que la perspective de la jeunesse et les questions de la jeunesse soient incluses dans chaque politique et dans chaque programme. Il ne peut être envoyé de signal plus tangible de l'engagement de l'UE en faveur de l'avenir, ainsi que du présent, qu'un investissement en faveur des jeunes.

Cependant, certains pourraient se demander pourquoi un investissement en faveur de la jeunesse est un investissement sain, et s'il portera ses fruits. La réponse est évidente : un investissement en faveur des jeunes stimule l'identité européenne et soutient la mobilité au sein de l'UE. Dans une perspective économique, chaque économie nationale et donc la stabilité de la zone euro dépendent des jeunes. En effet, la durabilité des finances publiques à long terme dépend également des jeunes. Etant donné que les jeunes sont plus susceptibles que d'autres secteurs de la société d'être sans emploi, cela pourrait conduire à une divergence économique et finalement à une désintégration.⁴ Investir en faveur de la jeunesse protège de ces dangers et promeut une société plus cohésive et plus sûre globalement. C'est le défi de l'Union européenne pour le CFP post 2020; un défi qu'elle doit relever pour l'avenir de notre continent et pour ses peuples.

³ European Youth Forum, 2017. Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+.

⁴ David Rinaldi (Academic Researcher), 2018. Mainstreaming youth in the post-2020 EU budget.

Priorités

Le Forum européen de la Jeunesse souligne trois priorités qui sont essentielles pour le CFP post 2020 :

- **Intégration de la jeunesse** : pour garantir que le financement pour la jeunesse soit intégré dans tous les domaines politiques et dans tous les programmes;
- **Etude de durabilité** : pour garantir que la mise en oeuvre exhaustive du programme pour le développement durable à l'horizon 2020 soit délivrée via le CFP, en appliquant constamment une série de principes de durabilité⁵ à l'établissement et à la mise en oeuvre de priorités de financement et en garantissant une cohérence politique pour le développement durable. Cela implique également que les finances publiques soient stables et durables. Pour l'avenir des jeunes, il est impératif que les finances publiques soient durables, tout comme les biens publics, afin d'assurer le système pour les décennies à venir.
- **Une approche fondée sur les droits** : pour garantir que tout au long du cycle du CFP les jeunes soient reconnus comme des détenteurs de droits et non comme des bénéficiaires.⁶ Alors que tous les individus ont droit à certains droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, les jeunes risquent particulièrement de se voir refuser l'accès à ces droits.

Nous demandons que l'intégration de la jeunesse, une étude de durabilité et une approche fondée sur les droits **soient des priorités transversales** pour tous les programmes et les politiques du CFP post 2020.

Durée

La durée du Cadre financier pluriannuel post 2020 est un sujet central de discussion dans le contexte du nouveau cadre.

De nombreux défis et priorités européens de longue durée sont abordés dans le CFP. Par exemple, les projets d'infrastructure sous la politique de cohésion peuvent courir sur de nombreuses années, tandis que les agriculteurs qui bénéficient de la Politique agricole commune requièrent une stabilité à long terme et une certitude dans leur source de revenus. Cependant, comme pour tout budget, la transparence et la responsabilité démocratique doivent être assurées. Les Cadres financiers pluriannuels actuel et précédents ont tous duré sept ans, donnant lieu à une situation où certaines modalités du Parlement européen et de la Commission ont décidé de priorités budgétaires pour les compositions suivantes. Ceci est absolument non transparent et non démocratique.

⁵ <http://www.peoplesbudget.eu/key-asks/>

⁶ European Youth Forum, 2012. Document politique sur les droits des jeunes.

Le Forum européen de la Jeunesse demande que le CFP s'oriente vers une formulation 5+5 ans. Cela impliquerait qu'il serait convenu d'un budget proposé pour dix ans, mais qu'il y aurait un examen significatif de ces priorités à mi parcours de leur mise en oeuvre, y compris, si de nouvelles priorités surgissent, une réévaluation à la hausse des plafonds d'intitulés budgétaires du CFP et des plafonds annuels des crédits d'engagements et de paiements. Cette formulation offrirait une stabilité à ceux qui dépendent du budget, tout en répondant également aux questions de responsabilité démocratique.

Or, cela n'est pas réalisable dans l'immédiat. Les prochaines élections parlementaires européennes se dérouleront en 2019 tandis que le prochain CFP commencera en 2021 au milieu du mandat du Parlement : l'introduction immédiate d'une formulation 5+5 ans ne changerait donc pas le scénario actuel; cela ne ferait que préserver le status quo.

C'est pourquoi le Forum européen de la Jeunesse demande que le CFP post 2020 coure sur une période de sept ans, permettant au CFP de s'aligner sur le calendrier démocratique. Donc, pour le CFP qui suivra le post 2020, le Forum européen de la Jeunesse demande l'introduction de la proposition 5+5 ans.

Flexibilité

Nous vivons dans un monde en constante évolution, témoins de l'apparition constante de nouveaux défis et de nouvelles opportunités. En tant que tels, les budgets que nous adoptons requièrent une certaine flexibilité pour pouvoir répondre à ces défis. Dans la période du CFP actuel, de nouveaux défis inattendus ont émergé après qu'un accord ait été atteint, en particulier l'augmentation de la migration, tandis que pour le CFP précédent, l'impact de la crise financière avait engendré des nombres élevés de jeunes chômeurs.

Pour ce CFP post 2020, une certaine flexibilité sera donc également de mise. Toutefois, le Forum européen de la Jeunesse demande qu'il soit assuré que la flexibilité dans le budget ne signifie pas la diminution des fonds d'ores et déjà alloués aux domaines prioritaires du CFP. Le fait de garantir que le budget puisse répondre aux défis émergents ne peut se faire au détriment de nos priorités centrales.

Un processus démocratique et transparent

L'architecture du Cadre financier pluriannuel, et encore davantage sa méthode d'adoption, est opaque et très éloignée de ses citoyens. Le Forum européen de la Jeunesse souligne la nécessité d'un processus transparent qui soit compréhensible par les citoyens, pour ainsi permettre la plus grande compréhension et également la légitimité du CFP.

Le renforcement du rôle du Parlement européen et la participation de la société civile sont absolument essentiels. Le fait de garantir que les jeunes et les organisations de jeunesse soient inclus dans la planification, la création, la mise en oeuvre et la supervision des politiques et des programmes qui les concernent⁷ est fondamental pour le succès général du

⁷ European Youth Forum, 2016. 8 normes pour une politique jeunesse de qualité.

cadre. En incorporant la voix des jeunes dans tous les aspects des politiques qui les affectent, il est garanti que les programmes seront efficaces et qu'ils répondront au mieux aux besoins des destinataires.

A l'heure actuelle, de nombreux fonds de l'UE relèvent de la compétence du Cadre financier pluriannuel, mais ce n'est cependant pas le cas de la majorité d'entre eux. Le Forum européen de la Jeunesse demande que des fonds tels que le Fonds européen de développement et d'autres instruments qui n'entrent pas dans le CFP soient incorporés dans le budget. Cela augmentera également la transparence du CFP, grâce à l'introduction d'une comptabilité, notamment du Parlement européen, et de procédures d'audit claires pour ces fonds et ces instruments. Néanmoins, ces fonds doivent également voir leurs enveloppes financières ajoutées aux plafonds convenus du CFP.

Les années à venir présenteront la plus grande opportunité de changement au sein de l'Union européenne pour de nombreuses décennies. Que ce changement soit finalement positif ou négatif pour les citoyens et pour l'Union dans son ensemble dépend fortement des priorités politiques qui seront choisies et de la suffisance du budget alloué. Dans ce document politique, le Forum européen de la Jeunesse demande un investissement et l'intégration du financement en faveur de la jeunesse, ainsi qu'une approche durable et fondée sur les droits dans le Cadre financier pluriannuel post 2020.

III. RECETTES

Tout comme pour n'importe quel budget, la somme d'argent concernée et sa source sont des facteurs aussi importants que la façon dont l'argent est dépensé. Par conséquent, l'aspect recettes du CFP post 2020 est fondamental.

Situation actuelle

Actuellement, l'élément se rapportant aux recettes du Cadre financier pluriannuel présente certains obstacles à son bon fonctionnement. Parmi ces obstacles, un manque de durabilité financière, un manque de transparence, et une injustice inhérente. Cette section du document se concentrera sur les problèmes actuels et les solutions éventuelles.

Dans le CFP actuel (2014-2020), l'élément recettes est quasi intégralement composé de trois sources principales :

- Contribution RNB⁸ : Il s'agit de la contribution directe des Etats membres, composée d'un pourcentage de leur RNB global, habituellement environ 1%. La contribution RNB compte actuellement pour environ 69% des recettes totales du CFP.
- Ressources propres provenant de la TVA⁹ : il s'agit d'un transfert opéré par les Etats membres vers l'UE de 0,3% de l'estimation de la perception globale de la TVA dans ces Etats membres. Cela représente environ 12% des recettes actuelles.
- Ressources propres traditionnelles: les ressources propres traditionnelles incluent les tarifs et droits de douane et comptent pour environ 13% des recettes globales.

Le pourcentage restant est couvert par d'autres recettes qui comprennent les impôts payés par des fonctionnaires de l'UE ou des pénalités payées par des entreprises ayant violé le droit de la concurrence.

Pour compliquer encore davantage les choses, des "rabais" ont été accordés à certains Etats membres. Les rabais sont un mécanisme financier mis en place pour rembourser les Etats membres après qu'ils aient contribué au budget. Le rabais du Royaume-Uni est l'exemple le plus connu, mais un certain nombre d'autres Etats membres bénéficient également de ce mécanisme, quoiqu'à un taux moins élevé.

Comme mentionné, le volet recettes du budget connaît quelques problèmes majeurs qui doivent être rectifiés :

Manque de durabilité financière : des finances publiques durables sont essentielles. Pour les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures, les finances publiques doivent être stables et pouvoir être soutenues à long terme. Dans le contexte du CFP, le montant le plus significatif de financement provient directement des Etats membres via leurs contributions RNB. Le niveau de ces contributions RNB est décidé par les Etats membres pour chaque CFP successif. Par conséquent, le financement de l'Union européenne repose sur la volonté des Etats membres et des gouvernements plutôt que sur les besoins et priorités de l'Union au moment où le budget est décidé. En tant que telles, la durabilité et la stabilité financières du budget de l'Union sont assez faibles, ce qui complique à la fois la planification à long terme et une approche holistique du budget. Il est impératif pour l'avenir de l'UE et sa population que les fonds publics soient financièrement durables dans le long terme.

Manque de transparence: il est extrêmement difficile pour les citoyens de comprendre comment le CFP est financé. La division des sources de revenus, ainsi que le système opaque des rabais empêchent les citoyens de bien comprendre comment ils contribuent au budget de l'UE comparé aux budgets nationaux.

Déloyal : le système de rabais a particulièrement mis à mal la notion de solidarité; certains Etats membres recevant un "remboursement" évident de leur contribution. Cela a engendré

⁸ Le revenu national brut (RNB) est défini comme le produit intérieur brut, plus les recettes nettes de l'étranger provenant des salaires et rémunérations et des revenus fonciers, plus le montant net des impôts et des subsides de l'étranger. Données de l'OCDE sur le RNB.: <https://data.oecd.org/natincome/gross-national-income.htm>.

⁹ Taxe sur la valeur ajoutée (TVA): une taxe sur les biens et les services. Commission européenne, qu'est-ce que la TVA? https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/vat/what-is-vat_fr.

un sentiment de circonstances particulières pour des Etats particuliers, provoquant une perte de solidarité.

CFP post 2020

Pour le financement du CFP post 2020, on observe deux problèmes majeurs :

- Comment combler l'écart de financement créé par la sortie de l'UE du Royaume-Uni et;
- Comment rendre le volet recettes du budget plus financièrement durable, transparent et équitable.

Dans le contexte du prochain CFP, la sortie de l'Union du Royaume-Uni (Brexit) représente à la fois des opportunités et des difficultés. La difficulté la plus évidente est qu'il est peu probable que le Royaume-Uni contribuera au CFP post 2020. De manière générale, cela signifie une baisse des recettes pour l'UE d'environ 15% aux niveaux actuels des recettes/dépenses. Trouver les ressources pour combler cet écart est un défi majeur pour le CFP dans son ensemble.

Une grande opportunité pour le volet recettes du budget liée au Brexit est qu'il existe à présent le potentiel, et une volonté politique considérable, d'éliminer les rabais de l'équation budgétaire. La suppression des rabais a le potentiel de rendre le CFP plus transparent pour les citoyens, plus facile à calculer, et de promouvoir une plus grande solidarité à l'échelle de l'UE.

Pour les jeunes d'aujourd'hui et pour les générations futures, les finances publiques doivent être stables et pouvoir être soutenues à long terme. Vu que le niveau des contributions RNB est décidé par les Etats membres pour chaque CFP successif, et que les contributions basées sur les RNB forment une partie tellement vaste du budget global, le défi pour le CFP post 2020 sera de devenir plus durable financièrement. Le volet recettes du budget doit être déterminé par les autorités politiques de l'Union dans des domaines déjà existants ainsi que dans de nouveaux domaines où la coopération au niveau de l'UE est considérée comme revêtant une valeur ajoutée.

En outre, les Etats membres considèrent souvent le budget de l'UE comme un coût pour eux-mêmes, et ils ne voient pas la valeur ajoutée des problèmes paneuropéens et des coûts transfrontaliers qui ne pourraient être pris en charge par un Etat membre isolé. Les Etats membres cherchent souvent à obtenir le retour maximum sur leur investissement national dans le budget de l'UE, le soi-disant "juste retour". Cette perception ne tient pas compte de la valeur ajoutée de contribuer à un budget à l'échelle de l'UE.

Revendications

Pour parvenir à un budget financièrement durable, équitable, transparent, qui apporte une valeur ajoutée à l'UE, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- d'allouer le budget pour la période post 2020 après que les priorités aient été décidées; les ressources financières doivent être déterminées en fonction des priorités politiques; au moins 1,3% du RIB de l'UE 27 doit être alloué au CFP post 2020;
- aux Etats membres de reconnaître la valeur ajoutée de l'UE et de considérer le budget comme une opportunité où toutes les parties sont gagnantes plutôt que de se concentrer sur le "juste retour";
- de profiter de l'opportunité offerte à l'UE par le Brexit de supprimer les rabais, instaurant un système plus transparent et compréhensible pour tous;
- de garantir la flexibilité du budget pour répondre aux problèmes urgents, la révision à mi-parcours du CFP 2021-27 pour inclure la possibilité de revoir les plafonds du CFP; toutefois cela ne doit pas se faire au détriment de fonds qui sont pré-alloués à des projets spécifiques;
- de réformer la contribution basée sur la TVA pour accroître la transparence et la responsabilité en établissant une véritable assiette de la TVA UE sur laquelle les ressources propres seraient récoltées; une contribution basée sur la TVA qui resterait une source de recettes en vue de réduire la fraude fiscale;
- de progressivement compléter les contributions basées sur le RNB par des formes alternatives de ressources propres; en vue de rétablir le rôle de la contribution basée sur le RNB en guise de tampon en cas d'urgence¹⁰, d'introduire de nouvelles formes de ressources propres pour former un panier fiscal, de garantir un financement global plus durable du CFP; que ces nouvelles ressources propres authentiques incluent (notamment) une combinaison des éléments suivants¹¹ :
 - une assiette de l'impôt commune consolidée des entreprises
 - un impôt sur la transaction financière
 - une taxe sur le CO2 / tarification du carbone
 - des recettes du système d'échange de droits d'émission de l'UE
 - une taxe sur le carburant automobile
 - une ressource propre fiscale basée sur l'électricité
 - une portion des profits nets produits par les opérations de politique monétaire de la BCE¹²
- d'éviter que de nouvelles formes de ressources engendrent des frais supplémentaires excessifs pour les citoyens de l'UE; que de nouvelles formes de ressources propres soient économiquement progressives;

¹⁰ Young European Federalists, 2017, A Federal Budget for the European Youth.

¹¹ Toutes les propositions sont décrites dans le rapport final du Groupe de haut niveau sur les Ressources propres. Groupe de haut niveau sur les Ressources propres, 2016. Financement futur de l'UE : rapport final et recommandations du Groupe de haut niveau sur les Ressources propres.

¹² Young European Federalists, 2017, On the institutional design and governance of the Eurozone.

“Les budgets ne sont pas des exercices comptables - ils reflètent nos priorités et notre ambition.”¹³

Jean-Claude Juncker – Président de la Commission européenne

IV. DEPENSES

Les priorités politiques de l'Union européenne pour la période post 2020 indiqueront la voie à suivre pour l'avenir de l'Europe. Par conséquent, les choix que nous faisons maintenant en tant qu'Union sont fondamentalement importants pour l'avenir que nous souhaitons.

Les jeunes ne sont pas seulement l'avenir, ils sont aussi le présent. Leurs enjeux futurs sont néanmoins plus importants. Pour sauvegarder et protéger cet avenir, nous devons investir en faveur des jeunes dès maintenant pour que notre ambition d'atteindre plus et plus haut puisse se réaliser. En décrivant nos priorités pour le CFP post 2020, le Forum européen de la Jeunesse en appelle à **l'intégration du financement pour la jeunesse** dans chaque domaine et programme politique. Dans ce chapitre sur les dépenses, nous indiquons où investir en faveur des jeunes et comment, pour garantir que cette approche intégrée puisse être réalisée.

Promettre le soutien de l'UE dans la mise en oeuvre du programme pour le développement durable à l'horizon 2030 et **garantir que le CFP post 2020 soit durable** sont tout aussi importants. L'avenir des jeunes dépend d'une économie, d'institutions et de finances publiques qui oeuvrent au bien-être de tous les peuples et de la planète, en ne laissant personne pour compte. Pour réaliser les objectifs pour le développement durable, les Etats membres doivent respecter leur engagement d'atteindre d'abord ceux qui affichent les plus importants retards de développement. Le financement doit cibler les jeunes les plus marginalisés en Europe et au-delà.

Enfin, une **approche fondée sur les droits** est indispensable, qui considère les jeunes comme détenteurs de droits et non comme bénéficiaires.¹⁴

Toutefois, pour réellement toucher les jeunes les plus marginalisés en Europe, il faut des données précises et actualisées. Des stratégies efficaces pour les jeunes, et les décisions relatives aux cibles idéales de nos ressources limitées ne peuvent se faire si nous ignorons qui cibler et comment les cibler au mieux. Un manque de données sur les plus vulnérables et les plus marginalisés les rend “invisibles”. Du temps et des ressources doivent être investis dans une récolte de données de qualité, y compris des stratégies et des méthodes ciblées, pour récolter des données sur les jeunes les plus vulnérables et les plus marginalisés. On ne chérit pas ce que l'on ne peut mesurer. Les Etats membres et l'UE doivent être attentifs à leur responsabilité de régulièrement collecter et communiquer des données précises.

¹³ Commission européenne, 14 février 2018. Budget à long terme de l'UE après 2020: la Commission européenne présente les différentes options – et leurs conséquences

¹⁴ European Youth Forum, 2012. Document politique sur les droits des jeunes.

Pour jouir d'une démocratie puissante, robuste et indépendante, la société civile doit résider en son coeur.¹⁵ Récemment, la société civile a subi la menace de sources multiples et les recherches montrent que l'espace à la disposition de la société civile est en train de diminuer.¹⁶ Pour garantir que l'Europe respecte ses valeurs, la société civile doit être soutenue pour accomplir son travail important. Par conséquent, le Forum européen de la Jeunesse demande que la société civile, et donc les organisations de jeunesse, soient soutenues dans tous les différents programmes et le Cadre financier pluriannuel dans son ensemble, au moyen d'un financement structurel approprié et d'exigences en matière de communication qui ne les accablent pas exagérément.

Le Forum européen de la Jeunesse insiste fortement également sur le droit des jeunes et des organisations de jeunesse de participer¹⁷ à la planification, la création, la mise en oeuvre et la supervision des politiques et programmes qui les concernent. Pour adopter une approche véritablement participative de l'élaboration politique,¹⁸ les institutions, les gouvernements et les administrations doivent atteindre les jeunes et les organisations de jeunesse pour garantir que leur voix soit entendue. Les jeunes connaissent les solutions à leurs propres problèmes et ils savent mieux que personne comment y remédier. Le fait d'incorporer la voix des jeunes de tous les milieux socio-économiques et culturels dans tous les aspects des politiques qui les concernent garantira que les programmes soient efficaces et répondent au mieux aux besoins des destinataires.

Dans le CFP actuel, de nouvelles difficultés sont apparues après le début de la période de programme, y compris l'augmentation de la migration. Par conséquent, une flexibilité intégrée pour le CFP post 2020 est la marque caractéristique d'une planification prudente. Toutefois, cette flexibilité ne doit pas être appliquée au détriment des priorités et des montants budgétaires qui sont déjà affectés, c-à-d conçus à une fin particulière. La flexibilité ne peut être appliquée au détriment de nos principales priorités et de notre travail quotidien visant à rendre l'Europe plus inclusive et durable, et à permettre à nos jeunes de prospérer.

Dans cette section sur les dépenses, chacun des huit domaines politiques suivants sera abordé :

- A. L'éducation
- B. L'inclusion sociale et économique
- C. La politique de cohésion
- D. La citoyenneté européenne
- E. L'agriculture et l'environnement
- F. La migration
- G. L'Europe globale et l'action extérieure
- H. La recherche et l'innovation

Chaque domaine politique sera abordé en exposant sa situation actuelle dans l'UE, comment elle apparaissait dans le dernier CFP, comment les programmes appropriés

¹⁵ Traité de l'Union européenne. Article 11.

¹⁶ Civil Society Europe and Civico, 2016. Civic Space in Europe Survey.

¹⁷ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Article 165-2.

¹⁸ European Youth Forum, 2016. 8 normes pour une Politique jeunesse de qualité.

doivent être amendés pour le CFP post 2020 et enfin, quelles recommandations concrètes le Forum européen de la Jeunesse souhaite voir dans le CFP post 2020.

A. EDUCATION

Situation actuelle

Education et Formation

L'éducation et la formation sont des politiques nationales centrales qui sont complétées par des politiques de niveau UE. A ce niveau, l'éducation comporte une série de stratégies¹⁹ destinées à améliorer la qualité de l'éducation, l'accès à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, et l'ensemble des compétences et la mobilité de tous les citoyens européens, notamment grâce à des programmes comme Erasmus+.

En termes d'éducation formelle, 85% des jeunes de 15-19 ans dans l'UE sont scolarisés, principalement à cause de l'enseignement obligatoire,²⁰ des compétences précieuses ont été acquises par les jeunes grâce à des activités de mobilité (4,3 millions entre 2007-2016 via Erasmus+ et ses programmes précédents), au travail de jeunesse (2,5 millions depuis 1989 via Erasmus+ et ses prédécesseurs²¹), à l'enseignement et la formation professionnels (280.000 depuis 2014), au sport, au volontariat aux niveaux local, national et international, ainsi qu'à d'autres opportunités d'apprentissage non formel et informel offertes par des organisations de jeunesse et d'autres organisations de la société civile.

En Europe, l'éducation est toujours principalement perçue comme une étape préparatoire au marché du travail. Il faut un véritable changement de paradigme qui place l'apprenant au centre des systèmes d'enseignement pour qu'elle devienne réellement inclusive et contribue à l'amélioration de la qualité de vie des individus et au développement de la société dans son ensemble.²² Les systèmes européens d'enseignement peinent à réaliser l'égalité des genres,²³ l'inclusion des jeunes de milieux migrants ou ethniques²⁴ et des jeunes de milieux sociaux moins favorisés.²⁵ Les systèmes d'enseignement peinent aussi à pourvoir aux besoins des 12,5 millions de jeunes qui ne suivent toujours ni études, ni formation et ne travaillent pas (NEET).²⁶

Enfin, il reste énormément à accomplir aux niveaux régional et national pour aboutir à la reconnaissance adéquate du travail de jeunesse et de l'éducation non formelle, et des compétences acquises grâce à ces systèmes. De plus, des barrières légales empêchent les jeunes de s'engager dans des expériences de volontariat de qualité ou de partir à l'étranger pour faire du volontariat dans un autre pays.

¹⁹ La Stratégie de Lisbonne (2000-2010), la Stratégie Europe 2020 (2010-2020), le programme relatif aux compétences (2016-2020) et l'Espace européen de l'Education (2020-2025).

²⁰ Eurostat, 2015. Being Young in Europe.

²¹ Commission européenne, 2015. Youth Work and Non-Formal Learning Landscape.

²² European Youth Forum, 2013, Document politique sur l'Education de qualité.

²³ Commission européenne, 2017. Rapport de suivi de l'éducation et de la formation.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ <https://www.eurofound.europa.eu/topic/NEETs>

Comment s'en est sorti le CFP actuel

D'un point de vue budgétaire, l'éducation et la formation en Europe continuent d'être principalement financées par des budgets publics nationaux.²⁷ En revanche, l'investissement de l'UE dans l'éducation et la formation ne s'élève qu'à 51,68 milliards € pour toute la durée du CFP actuel (5,1% du total), répartis entre les programmes suivants :

- Erasmus+ (14,7 milliards €),
- Fonds structurels et d'investissement européens :
 - Fonds social européen (27,1 milliards €),
 - Fonds européen de développement régional (8,3 milliards €)
 - Fonds européen agricole pour le développement rural (1,7 milliards €)²⁸

Erasmus+

Erasmus+ est largement reconnu comme l'un des programmes de l'UE les plus réussis. Il est un élément essentiel du domaine prioritaire d'investissement de l'UE dans l'éducation et la formation. Le programme actuel dispose d'un budget de 14,7 milliards €; une augmentation de 40% par rapport au programme précédent. Le programme Erasmus+ contient un chapitre consacré à la jeunesse, qui équivaut à 10% du budget actuel. Le programme comporte 3 domaines clés principaux : la mobilité d'apprentissage des individus (AC1 : 63 % du budget global), la coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques (AC2 : 28 % du budget) et le soutien à la réforme des politiques (AC3 : 4,2 % du budget).²⁹

La valeur ajoutée UE du programme est incontestée, et la portée et l'impact du programme, en particulier parmi les jeunes et le secteur de la jeunesse, sont uniques et des plus remarquables.³⁰ Cependant, parmi les parties prenantes, les difficultés suivantes sont reconnues : le budget est insuffisant pour répondre à la demande; il priorise l'enseignement supérieur au détriment des autres secteurs; l'impact au niveau politique est faible; il reste compliqué d'atteindre les groupes défavorisés; et le niveau de soutien structurel et financier fourni aux organisations est trop faible pour répondre à leurs besoins.³¹

Fonds structurels et d'investissement européens

Dans le CFP 2014-2020, les Fonds structurels et d'investissement européens soutiennent l'investissement en faveur de l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie comme l'une de leurs priorités thématiques. Cela se fait en grande partie via le Fonds social européen, le Fonds européen de développement régional et le Fonds européen agricole pour le développement rural. Une

²⁷ Commission européenne, 2017. Rapport de suivi de l'éducation et de la formation.

²⁸ <https://cohesiondata.ec.europa.eu/themes/10>

²⁹ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32013R1288>

³⁰ Commission européenne, 2017. Evaluation combinée d'Erasmus+ et des programmes précédents.

³¹ Commission européenne, 2017. Rapport de suivi de l'éducation et de la formation et Commission européenne, 2017. Evaluation combinée d'Erasmus+ et des programmes précédents.

analyse plus détaillée de l'impact de ces fonds se trouve dans le chapitre de ce document consacré à l'inclusion sociale et économique.

Corps européen de solidarité

Le Corps européen de solidarité (CES) a été annoncé en septembre 2016³² et au moment de rédiger ce rapport, il fait toujours l'objet de négociations interinstitutionnelles. Si approuvé, le CES sera inauguré mi 2018 avec un budget de 341 millions €³³ qui seront divisés entre trois activités principales (placements de solidarité, projets de solidarité et activités de mise en réseaux). La proposition actuelle de la Commission européenne recommande que 80% du budget disponible soient alloués à des placements de volontariat et 20% à des placements professionnels (c-à-d emplois et stages).

Ce que le CFP doit réaliser

Un investissement continu en faveur de l'éducation et de la formation dans le CFP post 2020 apportera indubitablement une valeur ajoutée à l'UE. Dans les années à venir, des politiques sociales et éducatives plus robustes seront nécessaires pour équiper les jeunes afin qu'ils puissent répondre aux difficultés émergentes, et pour réaliser le développement durable via le programme à l'horizon 2030. Pour l'instant, les systèmes d'enseignement peinent à répondre aux défis de la numérisation et des avancées technologiques, au contenu et au volume des informations consommées quotidiennement à partir d'une variété de sources médiatiques, à la crise environnementale, à la lutte contre les inégalités et l'exclusion sociale d'un éventail varié de groupes de la société. S'attaquer à toutes ces difficultés exigera un changement fondamental dans la façon de pourvoir l'éducation, tant dans des cadres formels que non formels, ainsi qu'une augmentation correspondante des fonds octroyés pour être à la hauteur de ces ambitions.

Pour aborder les points mentionnés ci-dessus, et pour continuer d'améliorer la qualité de l'éducation en Europe, une augmentation significative est nécessaire pour les programmes liés à l'éducation et à la formation dans le CFP post 2020. En outre, des synergies et interactions entre les différents programmes d'éducation et de formation doivent être examinées. Néanmoins, des mesures spécifiques seront nécessaires pour garantir que de telles synergies puissent apparaître, y compris une meilleure intégration de la jeunesse dans le CFP en règle générale.

³² Commission européenne, 14 septembre 2016. Discours sur l'état de l'Union 2016 : Vers une Europe meilleure - une Europe qui protège, qui donne les moyens d'agir et défend.

³³ Parmi les 341 millions € alloués au programme, près de 58% (environ 197,7 millions €) proviendront du programme Erasmus+. Le reste du budget proviendra du Fonds social européen (30 millions €), du Programme européen pour l'emploi et l'innovation sociale (10 millions €), du Mécanisme de protection civile de l'Union (6 millions €), du programme LIFE (4,5 millions €) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (1,8 millions €). Les 25% restants du budget proviendront des marges globales d'engagement (86,5 millions €) pour le budget de l'UE pour 2018 .

Erasmus+

Erasmus+ obtient actuellement des résultats, surtout dans les domaines de la mobilité jeunesse et du soutien à la société civile européenne et aux organisations de jeunesse, qui seraient impossibles sans le programme.³⁴ Il apparaît clairement également qu'il existe un manque d'alternatives crédibles (au niveau national, régional ou local) qui pourraient fournir les mêmes résultats pour les apprenants, et que l'absence de financement pour Erasmus+ aurait des conséquences majeures pour tous les secteurs impliqués dans le programme, et pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'y participer.³⁵ Il est clair également que l'allocation budgétaire actuelle pour l'éducation et la formation, en particulier pour Erasmus+, est insuffisante pour réaliser ses objectifs.

Malgré une augmentation de 40% du budget pour Erasmus+ 2014-2020 comparé à la période précédente, le programme continue d'être sous-financé. Cela gêne le potentiel du programme d'atteindre encore davantage de jeunes, et cela a des effets organisationnels et systémiques plus vastes dans l'UE.³⁶

Il est essentiel que le programme suivant soit plus ambitieux en vue de toucher un nombre beaucoup plus élevé de jeunes et d'apprenants à travers l'Europe.³⁷ Par conséquent, le budget pour Erasmus+ post 2020 doit être multiplié par dix pour élargir son accès à plus de jeunes et d'apprenants. Cette augmentation budgétaire doit prioriser des secteurs du programme qui attestent d'une bonne performance mais reçoivent substantiellement moins de fonds, comme la jeunesse, le sport et les écoles.³⁸ De plus, le programme doit être rendu plus accessible et inclusif pour tous les jeunes, y compris les Roms, les personnes LHBTQI, les jeunes réfugiés et migrants, les jeunes personnes handicapées, les jeunes qui vivent dans la pauvreté, et les jeunes de milieux ethniques minoritaires. Un processus simplifié de seuil peu élevé est crucial pour garantir la participation directe des jeunes eux-mêmes. De plus, les informations relatives au programme doivent être communiquées de façon conviviale pour atteindre un large spectre de jeunes.

Un budget séparé doit aussi être prévu pour les secteurs de la jeunesse et de l'éducation non formelle, équivalant à au moins 15% du programme général Erasmus+ suivant. Cela permettrait une meilleure reconnaissance de la contribution du travail de jeunesse, du volontariat et de l'éducation non formelle aux objectifs du programme, et la reconnaissance des organisations de jeunesse comme parties prenantes clés dans le domaine de l'éducation. De plus, il faut ré-insister sur le fait que la durabilité à long terme des organisations de jeunesse est un objectif important du Chapitre Jeunesse d'Erasmus+ et suffisamment de fonds doivent être alloués à cet objectif. Enfin, plus de fonds signifierait aussi plus d'opportunités pour le programme Erasmus+ suivant de contribuer à la mise en oeuvre par l'UE du programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris en

³⁴ Commission européenne, 2017. Evaluation combinée d'Erasmus+ et des programmes précédents. p. 434

³⁵ *Ibid*

³⁶ Commission européenne, 2017. Evaluation combinée des programmes Erasmus+ et des programmes précédents.

³⁷ European Youth Forum Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+. Adopté au Conseil des Membres, Cascais, Portugal, 23-25 novembre 2017.

³⁸ Commission européenne, 2017. Evaluation combinée des programmes Erasmus+ et des programmes précédents.

garantissant la promotion des ODD parmi les bénéficiaires du programme et l'éducation au développement durable comme une priorité clé.

Corps européen de solidarité

L'investissement dans le Corps européen de solidarité dans le contexte du CFP post 2020 ne doit pas se faire au détriment des programmes qui offrent déjà des possibilités aux jeunes, y compris Erasmus+ et l'Initiative pour l'emploi des jeunes. Le Forum européen de la Jeunesse se réjouit de la proposition de la Commission européenne³⁹ d'allouer 6 milliards € à cette initiative dans le prochain CFP et il demande aux institutions européennes et aux Etats membres de s'engager à adéquatement financer cette initiative indépendamment de sa mise en oeuvre finale.

Revendications

Pour obtenir un budget qui priorise l'éducation et la formation, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- de garantir que tout le monde ait accès à une éducation de qualité en augmentant l'enveloppe financière globale dans le contexte du CFP pour les programmes liés à l'éducation et la formation;
- de multiplier par dix le budget du programme qui succédera à Erasmus+ pour élargir son accès à un nombre croissant de jeunes et d'apprenants; le programme Erasmus+ suivant doit rester la principale initiative phare de l'UE en matière d'éducation, promouvant l'apprentissage formel, non formel et informel, et soutenant la mobilité des jeunes et des apprenants pour étudier, suivre une formation ou faire du volontariat dans un autre pays;
- à l'UE d'assister davantage les Etats membres à moderniser l'enseignement en construisant un système pédagogique fondé sur les droits y compris la reconnaissance du rôle complémentaire des prestataires d'éducation non formelle tels que les organisations de jeunesse;
- au programme Erasmus+ suivant de mieux reconnaître la contribution du travail jeunesse, du volontariat et de l'éducation non formelle, y compris des activités d'éducation à la citoyenneté européenne, aux objectifs de l'UE et de soutenir la reconnaissance des organisations de jeunesse comme parties prenantes clés dans le domaine de l'éducation⁴⁰;
- qu'une ligne budgétaire séparée soit allouée aux secteurs de la jeunesse et de l'éducation non formelle, équivalant à au moins 15% de l'ensemble du programme qui succédera à Erasmus+⁴¹;
- que le programme Erasmus+ suivant soit accessible et inclusif pour tous les jeunes; qu'un processus administratif simplifié au seuil peu élevé soit mis en oeuvre pour

³⁹ Commission européenne, 2017. La Contribution de la Commission européenne au déjeuner de travail des dirigeants, Gothenburg.

⁴⁰ European Youth Forum Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+. Adopté au Conseil des Membres, Cascais, Portugal, 23-25 novembre 2017.

⁴¹ Ibid

garantir la participation directe des jeunes; que les informations relatives au programme soient transmises de manière conviviale pour atteindre un large éventail de jeunes;

- que l'investissement dans le Corps européen de solidarité ne se fasse pas au détriment des programmes qui offrent déjà de précieuses opportunités aux jeunes; que les institutions européennes et les Etats membres financent adéquatement cette initiative indépendamment de sa mise en oeuvre finale.
- que grâce à une approche coordonnée, Erasmus+, le Corps européen de solidarité et l'Initiative pour l'emploi des jeunes soient utilisés comme des outils pour aboutir à la mise en oeuvre réussie de la prochaine Stratégie de l'UE pour la jeunesse et qu'ils contribuent à la mise en oeuvre par l'UE du programme de développement durable à l'horizon 2030.
- que l'UE s'inspire davantage des principes de l'EF2020 pour tendre vers une éducation de qualité, y compris l'éducation non formelle. Cet engagement nécessitera un financement suffisant sans pour autant nuire aux programmes déjà en place.

B. INCLUSION SOCIALE ET ECONOMIQUE

Situation actuelle

Aujourd'hui, les jeunes représentent le groupe d'âge le plus susceptible de sombrer dans la pauvreté.⁴² Le modèle social européen, qui vise à protéger le bien-être de ses citoyens, en particulier les plus vulnérables, fait défaut. L'écart intergénérationnel s'est également considérablement amplifié ces dernières années, et les jeunes sont laissés pour compte.

En 2017, le chômage des jeunes dans l'UE était de 16,6% : bien que diminuant progressivement, il reste plus de deux fois plus élevé que le taux de chômage général.⁴³ Vu que peu d'employeurs sont prêts à recruter de jeunes travailleurs inexpérimentés, la disponibilité des emplois de premier échelon est en diminution. Suite à cela, de nombreux jeunes se retrouvent piégés entre l'éducation et l'emploi, où la protection des droits est faible. Le chômage des jeunes a augmenté les inégalités et rendu le parcours des jeunes vers le marché du travail plus long et plus périlleux. En outre, la pauvreté au travail a augmenté ces dix dernières années et elle touche davantage les générations plus jeunes.⁴⁴ Cela a un impact sur l'individu mais aussi sur la société dans son ensemble : lorsque les jeunes ne peuvent pas contribuer à la vie économique, cela engendre une perte considérable de contribution et de financement des systèmes de sécurité sociale.⁴⁵

De nouvelles difficultés apparaissent également, soulignant des écarts préexistants dans nos systèmes de protection sociale et augmentant la situation précaire des jeunes. D'une part, les marchés de l'emploi n'offrent bien souvent aucune alternative aux jeunes coincés

⁴² Fonds monétaire international, 2018. Inégalité et Pauvreté entre Générations dans l'Union européenne.

⁴³ Eurostat, 31 octobre 2017. Emploi dans la zone Euro à 8,9%.

⁴⁴ Près de 12% des jeunes ont connu la pauvreté au travail en 2012 (comparé à 9% de la population globale). European Youth Forum, 2016. Exclure les jeunes, c'est mettre notre avenir en péril.

⁴⁵ European Youth Forum, 2016. Résolution sur l'autonomie et l'inclusion des jeunes.

dans des contrats consécutifs et temporaires. Actuellement, 43,8% des jeunes dans l'emploi ont des contrats temporaires, par opposition à 12,1% du restant de la population active.⁴⁶ D'autre part, la demande accrue de qualifications spécialisées suite à la numérisation ainsi qu'à l'automatisation et la gig economy exige que les jeunes s'adaptent à la nature changeante du travail sans se voir offrir le soutien dont ils ont besoin pour faire face à de tels changements. En d'autres termes, beaucoup de jeunes se retrouvent sans filet de sécurité.

L'UE a pour responsabilité d'aider les jeunes à devenir des citoyens actifs. Cela implique de leur fournir un accès à une éducation, des services, et des possibilités d'emploi et de formation de qualité, et d'éliminer les barrières à l'inclusion des groupes vulnérables en particulier. Cela doit se traduire par une approche plus holistique de l'inclusion socio-économique des jeunes qui a fait défaut jusqu'à présent.

La récente proclamation du Socle européen des droits sociaux⁴⁷ engage l'UE et ses Etats membres à oeuvrer pour une Europe plus sociale. Pour qu'une Europe sociale devienne réalité, des efforts plus importants doivent être fournis pour garantir que les politiques fassent une réelle différence dans la vie des jeunes. Ils ne peuvent se concrétiser que sous forme d'engagements politiques. Ils doivent être reflétés dans les décisions budgétaires, assurant un financement continu et renforcé pour aider les jeunes à accéder à leurs droits fondamentaux comme première condition préalable pour leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Dans le CFP actuel, l'investissement social, c-à-d l'investissement dans les personnes,⁴⁸ ne compte que pour 0,3% du total des dépenses sociales publiques de l'UE,⁴⁹ démontrant l'écart entre les questions sociales et le soutien fourni pour les aborder. Pour l'instant, les principaux instruments de financement promouvant l'emploi des jeunes, l'inclusion sociale et l'éducation sont le Fonds social européen (FSE) et l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), tous deux dans le contexte des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).

Fonds social européen

Dans le CFP actuel, le FSE est l'un des trois fonds délivrant la principale politique d'investissement de l'UE, la dénommée Politique de Cohésion, soutenant la création d'emplois, la concurrence des entreprises, la croissance économique, le développement durable, et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Le FSE promeut l'emploi et les transitions de qualité; il encourage l'éducation et la formation, et il lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En tant que tel, malgré qu'il ne soit pas exclusivement pour les jeunes, le

⁴⁶ Eurostat, Temporary employment in the EU, 2017. <http://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20170502-1?inheritRedirect=true>

⁴⁷ Socle européen des droits sociaux, 2017. https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_fr

⁴⁸ Commission européenne, 2018. Investissement social.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1044&langId=fr>

⁴⁹ Confédération européenne des Syndicats, 2017. Position sur le Cadre financier pluriannuel post 2020.

FSE, en particulier sa priorité d'investissement 8 (ii) qui est axée sur le chômage des jeunes, est essentiel pour financer des mesures pour adresser ces difficultés.

L'allocation actuelle du FSE s'élève à 86,4 milliards €. ⁵⁰ Les Etats membres ont priorisé l'emploi de qualité, l'éducation et la formation, et l'inclusion sociale dans leur allocation au FSE. ⁵¹ Dans le domaine de l'emploi, le FSE a financé des interventions touchant les chômeurs et les inactifs, mais les progrès sont lents pour ce qui est de soutenir les indépendants. ⁵² La Commission européenne rapporte qu'à la fin de 2015, les actions du FSE et de l'IEJ ensemble avaient atteint 2,7 millions de bénéficiaires, dont 1,6 million de chômeurs et 700.000 personnes inactives. ⁵³ Les jeunes et leur intégration dans le marché du travail sont une priorité d'investissement explicite sous le FSE. ⁵⁴ Sous la priorité d'investissement 8 (ii), le FSE investit au moins 6,3 milliards € dans l'emploi des jeunes. ⁵⁵ Bien que donner de la visibilité aux jeunes dans le marché du travail soit un développement positif, pour aboutir à une approche véritablement holistique de l'inclusion sociale des jeunes, la jeunesse doit être intégrée dans l'ensemble du financement.

Dans le domaine de l'éducation et de l'EFP, les ressources du FSE soutiennent la réduction et la prévention du décrochage scolaire, elles promeuvent l'accès égal à l'éducation et la formation tout au long de la vie, et facilitent la transition des études au travail, également grâce à l'enseignement professionnel et l'apprentissage par le travail. Le premier rapport d'évaluation du FSE révèle des progrès positifs, avec près de 1,9 million de bénéficiaires des initiatives financées par le FSE sur l'éducation et l'enseignement professionnel; et 410.000 bénéficiaires ayant déjà obtenu une qualification avant la fin de 2016. ⁵⁶

En termes d'inclusion sociale, 21,1 milliards € sont investis dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans le cadre des réglementations actuelles, 20% des ressources du FSE dans chaque Etat membre doivent être affectés à la promotion de l'inclusion sociale et aborder la pauvreté et la discrimination; la seule allocation explicitement quantifiée sous le FSE. Le fait d'affecter des fonds à l'inclusion sociale a été une démarche favorablement accueillie, et cela s'est avéré une réussite; la plupart des Etats membres dépassant l'affectation des 20%, faisant montre d'une volonté d'investir dans le changement social. Malgré cela, les mesures financées par le FSE sur l'inclusion sociale ont principalement soutenu la participation active dans le marché du travail, représentant une occasion manquée d'aborder les causes profondes de l'exclusion sociale.

Un autre élément positif des Fonds ESI actuels est l'établissement du "Principe de Partenariat" qui requiert que les Etats membres impliquent la société civile dans la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des fonds de l'UE, y compris le FSE. Cependant, dans la pratique le taux de participation des organisations de jeunesse varie

⁵⁰ European Parliamentary Research Service, 2017. Briefing: European Social Fund.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ Commission européenne, 2016. Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020 - 2016 Résumé du rapport sur les rapports annuels de mise en oeuvre du programme couvrant la mise en oeuvre en 2014-2015.

⁵⁴ Règlementation du Conseil No. 1304/2013, Article 3(1)(a)(ii). <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1304&from=fr>

⁵⁵ Commission européenne, 2016. La Garantie pour la Jeunesse et l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes, trois ans après.

⁵⁶ Commission européenne, 2017. Staff Working Document: Rapport stratégique 2017 sur la mise en oeuvre des Fonds structurels et d'investissement européens.

entre les Etats membres et dans la plupart des cas elle a fait défaut ou n'a pas été significative. Associé aux difficultés d'accès au financement du FSE en raison des critères stricts et des exigences de rapport, cela a eu pour résultat d'empêcher les organisations de jeunesse de jouer un rôle actif dans la mise en oeuvre du FSE.

Initiative pour l'Emploi des Jeunes

L'IEJ est la principale ressource financière qui soutient la Garantie pour la Jeunesse.⁵⁷ En tant que telle, elle est l'un des rares exemples de l'investissement ciblé de l'UE en faveur de la jeunesse. Associé à son ambition d'assurer à tous les jeunes, surtout les plus vulnérables, des transitions de qualité à l'emploi, cela fait de l'IEJ et de la garantie pour la jeunesse des initiatives clés non seulement pour l'inclusion sociale des jeunes mais également pour leur intégration sans heurts dans le marché du travail. Au fil des ans toutefois, la garantie pour la jeunesse et l'IEJ ont présenté des dysfonctionnements qui ont entravé leurs résultats. Parmi ces défaillances on notera leur portée limitée, le manque de qualité et l'insuffisance du financement.

Le financement total de l'IEJ s'élève à 8,8 milliards € jusqu'à 2020, dont 4,4 milliards € proviennent d'une allocation spécifique IEJ et d'un montant correspondant provenant des ressources FSE existantes des Etats membres. De sérieuses préoccupations ont été soulevées quant à l'adéquation du montant du financement pour l'IEJ. Il a notamment été souligné que l'allocation IEJ et FSE est insuffisante pour permettre à tous les jeunes NEET de se voir offrir un emploi, une formation ou des études de qualité quatre mois après s'être inscrits au chômage ou après avoir terminé l'enseignement formel. Selon l'OIT, au moins 45,4 milliards € par an provenant de l'UE et des Etats membres combinés seraient nécessaires pour la mise en oeuvre effective de la garantie pour la jeunesse,⁵⁸ tandis qu'Eurofound estime que les coûts s'élèveraient à près de 50,4 milliards € par an.⁵⁹

L'insuffisance du financement est corroborée par les données disponibles sur la portée de la garantie pour la jeunesse. Bien que jusqu'en 2016 14 millions de jeunes aient intégré le programme, et que près de 9 millions aient accepté une offre,⁶⁰ les progrès pour la réduction du nombre global de NEET ont été lents.

En outre, comme pour le FSE, le processus de mise en oeuvre de l'IEJ souffre également d'un manque de participation des organisations de jeunesse, tant dans les processus de conception que de supervision, et dans leur accès au financement, en raison de l'exigence des critères et du protocole de communication.

⁵⁷ Conseil de l'Union européenne, 2013. Recommandation du Conseil sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013H0426\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013H0426(01)&from=FR)

⁵⁸ International Labour Office, 2015. The Youth Guarantee in Europe: features, implementation and challenges.

⁵⁹ Eurofound, 2015. L'inclusion sociale des jeunes.

⁶⁰ Commission européenne, 2016. La Garantie pour la Jeunesse et l'initiative pour l'emploi des jeunes, trois ans après.

Ce que doit réaliser le CFP post 2020

Le CFP post 2020 est une opportunité pour l'UE de prouver à ses jeunes que leurs perspectives socio-économiques sont non seulement au sommet du programme politique mais qu'elles sont également significativement reflétées dans le futur du budget de l'UE.⁶¹

Pour accroître l'efficacité, une participation bien plus importante des organisations de jeunesse doit être une priorité globale. Leur expérience sur le terrain et leurs connaissances des besoins des plus vulnérables sont vitales pour la conception des programmes et la mise en oeuvre des mesures, tout comme pour la supervision de leurs résultats.

L'avenir du FSE

Le programme qui succédera au FSE, qui sera appelé le FSE+, devrait devenir le principal programme de financement de l'UE pour la mise en oeuvre du Socle européen des droits sociaux et l'assistance à la réalisation des objectifs stratégiques à long terme de l'UE tels que la promotion de l'emploi de qualité, l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et l'investissement dans l'éducation et les compétences. Il doit soutenir la réalisation de ces objectifs dans le cadre d'une approche de la mise en oeuvre exhaustive du programme à l'horizon 2030 dans l'UE. Le FSE+ continuera donc de couvrir un large éventail de domaines ayant tous une pertinence égale pour les jeunes. Pour garantir que les jeunes puissent bénéficier d'initiatives financées sous le FSE+, les jeunes doivent être intégrés dans l'ensemble des objectifs thématiques et des priorités d'investissement du fonds.

En outre, l'allocation FSE+ pour la prochaine période de programme doit être substantiellement augmentée pour garantir que le financement soit à la hauteur des défis sociétaux et des barrières à surmonter. Sous sa forme actuelle, dans le cadre de la politique de cohésion, le FSE risque de subir des coupes budgétaires. Le Brexit, la situation économique et financière globale dans l'UE, ainsi que le débat sur l'avenir de l'Europe pourraient affecter négativement les montants mis à la disposition de la politique de cohésion après 2020. Vu que le Fonds social européen sera le principal financement de l'UE consacré au Socle européen des droits sociaux, il est impératif qu'il ne fasse pas l'objet de coupes mais plutôt qu'un investissement accru soit opéré dans le capital humain et le bien-être des personnes pour permettre à l'UE de faire face aux défis d'aujourd'hui et demain.

Vu sa vaste étendue, le FSE+ doit être simplifié. Pour y parvenir, le nombre d'objectifs thématiques doit être réduit pour passer des onze actuels à simplement trois. Cette simplification ne diminuera pas l'étendue du financement mais elle intégrera les principales priorités actuelles d'investissement, veillant au ciblage de fonds le plus efficace. Sous le FSE+, ces trois objectifs prioritaires devront être l'emploi, l'éducation et l'inclusion.

Par rapport à l'inclusion, un financement adéquat doit continuer à être alloué à des mesures qui ciblent spécifiquement la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale. L'affectation actuelle - c-à-d le financement désigné pour cet objectif particulier - de 20% a été dépassée par la plupart des Etats membres, et elle doit donc être augmentée à au moins 25%. Sous cet

⁶¹ Progressive Economy Blog, 2018. Cohesion and conditionality in the EU, By Laszlo Andor.

objectif thématique cependant, le FSE+ doit se concentrer sur les inégalités au-delà de l'emploi, par exemple en soutenant l'accès à des services abordables, durables et de qualité comme les soins de santé, le logement et le soutien aux revenus. Dans ce contexte, les mesures de soutien au revenu doivent être éligibles au financement,⁶² pour que le FSE+ puisse être utilisé pour développer des programmes de revenu minimum aux niveaux régional et national.

En termes d'emploi, le FSE+ doit continuer d'améliorer la création d'emplois de qualité ainsi que l'activation des personnes vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion sociale, en encourageant leur participation au marché du travail, et de manière plus large, leur inclusion sociale. L'attention accordée au chômage des jeunes doit être maintenue en veillant à ce que l'intégration des jeunes dans le marché du travail, et particulièrement celle des jeunes NEET demeure une claire priorité d'investissement. L'entrepreneuriat et l'auto-emploi doivent également être soutenus, mais uniquement en tant que l'expression de l'esprit d'entreprises, et non comme une solution au manque de choix alternatifs d'emplois de qualité.⁶³ La modernisation du marché du travail doit être soutenue par le FSE+, y compris en augmentant la capacité des Services publics de l'emploi (SPE), en offrant un soutien personnalisé pour faciliter les transitions de l'éducation à l'emploi, en améliorant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et en aidant les jeunes travailleurs à s'adapter à la nature changeante du travail. Dans ce contexte, le FSE+ pourrait également soutenir l'accès à la protection sociale des jeunes.

Quant à l'éducation, le FSE+ doit continuer d'allouer un financement adéquat pour soutenir l'égalité d'accès à une éducation et un apprentissage tout au long de la vie de qualité pour tous, tant dans des cadres formels que non formels. En outre, le FSE+ doit soutenir les réformes des systèmes d'éducation, d'EFP et d'apprentissage des Etats membres. Les jeunes doivent pouvoir développer des compétences compatibles avec les besoins actuels et futurs du marché du travail, ainsi que des compétences plus vastes (par ex. la réflexion analytique, le leadership, le travail d'équipe) qui peuvent s'appliquer à une variété d'emplois et de situations de vie, plutôt qu'à une seule profession, surtout si l'on tient compte de la nature toujours changeante du travail. Les mesures financées doivent cependant être basées sur la compréhension du fait que l'éducation est avant tout un droit humain, et qu'elle ne peut donc pas uniquement être perçue comme un outil pour répondre aux besoins du marché du travail. Au lieu de cela, l'éducation et la formation doivent être des opportunités pour les apprenants d'acquérir des compétences et aptitudes générales pour devenir des citoyens actifs, participer à la vie démocratique et contribuer à des sociétés durables. A cette fin, le FSE+ peut soutenir les efforts veillant à ce que l'éducation soit gratuite et que les programmes ciblent spécifiquement les groupes les plus difficiles à atteindre.

De plus, le FSE+ doit continuer d'agir comme une incitation financière pour que les Etats membres mettent en place les réformes structurelles nécessaires sous tous les objectifs thématiques. En outre, le FSE+ doit financer les interventions qui encouragent la responsabilisation, la coopération et le partenariat entre toutes les parties prenantes, des

⁶² Plate-forme sociale, 2018. Position sur le CFP post 2020.

⁶³ European Youth Forum, 2016. Exclure les jeunes, c'est mettre notre avenir en péril.

SPE et des employeurs aux secteurs de l'éducation et de la santé, pour offrir un soutien complet aux jeunes vulnérables.

L'avenir de l'Initiative pour l'emploi des jeunes

Les plans actuels pour le prochain budget de l'UE prévoient l'inclusion éventuelle de l'IEJ sous le FSE+. Que l'IEJ continue d'exister comme un fonds distinct ou qu'elle soit incluse sous le FSE+, le financement de la mise en oeuvre de la garantie pour la jeunesse doit être renforcé. Offrir des opportunités de qualité aux jeunes est un investissement social qui ne peut produire que des retours sociaux et économiques positifs à long terme. La garantie pour la jeunesse est désormais un programme bien établi comme le confirme sa reconnaissance explicite dans le Socle européen des droits sociaux.⁶⁴ Par conséquent, la garantie pour la jeunesse doit se poursuivre et tant l'UE que les Etats membres doivent s'engager à atteindre ses objectifs.

Des recherches⁶⁵ ont démontré que même un investissement ciblé de 8,8 milliards € est loin d'être suffisant pour financer pleinement la mise en oeuvre de la garantie pour la jeunesse. Compte tenu de l'objectif visant à atteindre la population entière de jeunes ne suivant ni études, ni formation et sans emploi (NEET), l'UE doit augmenter son investissement ciblé dans l'emploi des jeunes à au moins 23 milliards € dans le CFP post 2020, en parallèle à un soutien accru via les budgets nationaux.⁶⁶

Un financement accru permettrait à la garantie pour la jeunesse de passer du statut de mesure réactionnaire d'urgence à un outil plus permanent pour contrecarrer le chômage des jeunes. L'alternative serait un coût économique considérable pour ne pas avoir intégré les jeunes NEET dans le marché du travail; coût s'élevant à près de 142 milliards € par an.⁶⁷

Si l'IEJ est intégrée dans le FSE+, les réglementations de financement devront inclure une provision pour garantir qu'un pourcentage adéquat des ressources du FSE+ soient affectées aux Etats membres dont le taux de NEET dépasse les 10%, ainsi qu'aux régions locales dont le taux de NEET dépasse les 10%.

Pour garantir que des solutions qualitatives, durables, et à long terme soient offertes aux jeunes, l'UE doit définir des critères et normes de qualité pour les offres sous la garantie pour la jeunesse.⁶⁸ Elles devront reposer sur la Charte européenne pour la Qualité des States et Apprentissages du Forum Jeunesse.⁶⁹

⁶⁴ Socle européen des droits sociaux, 2017. Principe 4.

⁶⁵ International Labour Office, 2015. The Youth Guarantee in Europe: features, implementation and challenges.

⁶⁶ Cela signifie qu'en 4 ans le nombre a diminué de 1,5 million. Nous pouvons donc nous attendre à ce que dans les 4 prochaines années (jusqu'en 2020) la population de NEET diminue d'un autre 1,5 million, atteignant un total de 11 millions. Cela signifie que pour atteindre ces 11 millions de NEET, dans le prochain CFP, nous devons allouer 23 milliards à l'IEJ : $11:3 = 3,6$, ce qui signifie que pour atteindre 11 millions de NEET entre 2021-2027, les efforts devront être multipliés par 3,6. Donc $6,4$ (allocation initiale IEJ + FSE) $\times 3,6 = 23$ milliards. https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_images/emcc/images/neets/neetscompletev2.png

⁶⁷ Eurofound, 2017. Europe en marche?

⁶⁸ European Youth Forum, 2018. Position actualisée sur la mise en oeuvre de la Garantie pour la Jeunesse.

⁶⁹ European Youth Forum, 2013. Charte européenne pour la Qualité des Stages et des Apprentissages.

Synergies et complémentarités

Pour atteindre les jeunes vulnérables d'une façon significative, une approche holistique et compréhensive de l'inclusion sociale perçue comme une partie inhérente du développement durable doit être adoptée. Cela peut se faire à la fois en priorisant les mesures préventives et en encourageant des synergies et complémentarités entre les fonds de l'UE. Actuellement, la complexité des opérations soutenues par différents instruments financiers représente une entrave à la coopération.⁷⁰ Davantage de conseils doivent être fournis pour le développement d'initiatives cofinancées par FSE+ et d'autres instruments de financement de l'UE.

Par exemple, pour promouvoir l'inclusion des jeunes migrants, des synergies entre le FSE+ et le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) doivent être encouragées, mais à condition que les lacunes actuelles qui limitent les bénéficiaires aux ressortissants résidant légalement dans les pays tiers, ou ceux qui ont déjà entamé une procédure de demande d'asile, soient adéquatement abordées dans la prochaine période de programme. Dans la même lignée, et pour améliorer l'inclusivité d'Erasmus+, un lien doit être créé au FSE+, garantissant que non seulement les jeunes vulnérables puissent profiter des opportunités de mobilité mais aussi que leur inclusion dans la société soit davantage soutenue grâce à des initiatives financées sous le FSE+ et Erasmus+. Vu la dimension spécifique de l'inclusion sociale que revêt le FSE, le FSE+ doit doter les jeunes en situations vulnérables de l'intervention correcte pour les préparer à une expérience de mobilité dans le cadre d'Erasmus+.

Revendications

Pour aboutir à un budget qui garantisse une approche holistique de l'emploi et de l'inclusion sociale, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- que le FSE+ soit étayé d'une stratégie explicite de soutien à la mise en oeuvre du Socle européen des droits sociaux, dans le contexte d'une approche globale du développement durable, et que ses objectifs thématiques et priorités d'investissement soient liés aux principes du Socle;
- d'intégrer la jeunesse dans toutes les priorités thématiques du FSE+ et que l'intégration des jeunes dans le marché du travail soit retenue comme une priorité d'investissement;
- que le FSE+ soutienne les interventions encourageant la responsabilisation, la coopération et les partenariats entre toutes les parties prenantes, pour une approche plus holistique de l'inclusion sociale;
- que l'affectation pour l'inclusion sociale soit augmentée d'au moins 25% du FSE+; sous cette priorité, les fonds doivent être conçus et mis en oeuvre pour s'attaquer aux barrières à l'inclusion au-delà de l'accès à l'emploi;

⁷⁰ Plate-forme sociale, 2018. Position sur le CFP post 2020.

- que le FSE+ alloue un financement adéquat pour soutenir l'accès égal à l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie de qualité pour tous, tant dans des cadres formels que non formels;
- que le FSE+ soutienne le développement des compétences professionnelles mais aussi essentielles des jeunes, sur base d'une approche fondée sur les droits de l'éducation, et en vue d'aider les apprenants à acquérir les capacités et compétences nécessaires pour devenir des citoyens actifs et contribuer au développement durable;
- que l'IEJ devienne une source stable et permanente de financement en augmentant le financement à au moins 23 milliards €, qu'elle demeure un fonds distinct ou que le financement soit affecté sous le FSE+; étant donné que les Etats membres sont les premiers responsables de la participation des jeunes au marché du travail, de soutenir l'allocation de financement à l'IEJ via les budgets nationaux⁷¹ ;
- que l'allocation du FSE+ et de l'IEJ reposent sur des indicateurs sociaux en utilisant le Socle des droits sociaux et le tableau de bord social⁷² pour garantir que le financement soit déployé là où les défis sociaux sont les plus pressants; que les fonds soient alloués aux Etats membres et aux régions où le nombre de jeunes NEET dépasse les 10%;
- de simplifier l'accès au financement et aux exigences de communication sous les FSE+ et l'IEJ pour garantir la capacité des organisations de jeunesse de soutenir, superviser et communiquer à propos de la mise en oeuvre de la garantie pour la jeunesse⁷³ ;
- des réglementations sur le financement pour garantir que les organisations de jeunesse et les jeunes de tous les milieux socio-économiques et culturels participent de manière significative à toutes les étapes de la conception, de la mise en oeuvre, de la supervision, et de l'évaluation du FSE+ et de l'IEJ, y compris les Comités de suivi du FSE dans les Etats membres;
- de décentraliser la gestion du FSE+ et de l'IEJ pour cibler des groupes spécifiques dans leur réalité quotidienne;
- des mesures soutenues par le FSE+ et l'IEJ qui correspondent aux normes de qualité minimum établies au niveau de l'UE, garantissant que les fonds de l'UE soient investis pour mettre en oeuvre des mesures de qualité et offrir des possibilités de bonne qualité et plus largement encourager l'inclusion sociale⁷⁴ ;
- que les synergies et complémentarités entre le FSE+ et d'autres instruments de financement soient favorisées, en vue de mettre en oeuvre une approche plus holistique et cohérente de l'inclusion sociale, en tant que partie inhérente du développement durable.

⁷¹ European Youth Forum, 2018. Position actualisée sur la Garantie pour la Jeunesse.

⁷² Commission européenne, 2017. Tableau de bord social.

<https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/social-scoreboard/#>

⁷³ European Youth Forum, 2018. Position actualisée sur la Garantie pour la Jeunesse.

⁷⁴ Ibid

C. POLITIQUE DE COHESION

Situation actuelle

La cohésion économique, sociale et territoriale⁷⁵ est un objectif à long terme de l'Union européenne depuis de nombreuses décennies. La cohésion au sein de l'UE a été poursuivie en particulier pour réduire les différences entre les régions et garantir que même les régions les plus défavorisées soient assistées. Financièrement, cela s'est fait au moyen de la politique de cohésion, ou les Fonds structurels et d'investissement européens.

La politique de cohésion représente une grande proportion du budget global de l'UE, s'élevant à 34% dans le CFP 2014-2020. Elle est chargée de fournir un soutien financier aux régions et municipalités locales de l'UE pour des projets d'infrastructure à grande échelle dans des domaines comme le transport et l'énergie, mais aussi des priorités comme le soutien aux PME (petites et moyennes entreprises), la recherche et l'innovation, et l'emploi et l'inclusion sociale. Vu que la politique de cohésion est un aspect du financement de l'UE qui peut clairement être observé sur le terrain, elle est reconnue comme un moteur considérable de solidarité entre les Etats membres, régions, villes et municipalités de l'UE.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Dans les 11 domaines thématiques identifiés pour un financement en matière de cohésion pour la période 2014-2020⁷⁶, les priorités 8-10, axées sur l'emploi, l'inclusion sociale et l'éducation n'ont pas été adéquatement financées sous le Fonds social européen (FSE). L'inégalité et l'exclusion sociale sont toujours très présentes dans les régions de l'UE; une personne sur quatre risquant la pauvreté ou l'exclusion sociale.⁷⁷ En outre, une approche holistique de la mise en oeuvre du Programme à l'horizon 2030 dans la politique de cohésion fait toujours défaut, tandis que l'intégration de la durabilité dans l'ensemble des fonds de cohésion n'a toujours pas été réalisée.

De plus, les procédures administratives complexes ont restreint l'impact du financement en matière de cohésion, occasionnant un décalage horaire entre l'allocation de fonds et le déboursement. En dépit des efforts de simplification, les procédures sont restées trop rigides et administrativement fastidieuses⁷⁸.

Ce que doit réaliser le CFP

Le programme pour le développement durable à l'horizon 2030 doit être au coeur de la politique de cohésion et intégré dans tous les fonds et les actions. Cela comprend le fait de

⁷⁵ Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Articles 174-178.

⁷⁶ Commission européenne, Priorités pour 2014-2020. http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/how/priorities

⁷⁷ Eurostat, People at risk of poverty or social exclusion. http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/People_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion#Further_Eurostat_information

⁷⁸ Mendez C. and Bachtler J., 2015. Permanent Revolution in Cohesion Policy: Restarting the Reform Debate, EoRPA Paper 15/4.

ne financer que des projets durables, tandis que les critères de durabilité doivent être stipulés comme des conditions ex ante.⁷⁹

Le programme qui succédera au FSE doit également adopter une approche holistique et globale pour aborder l'éducation, l'emploi et l'inclusion sociale. Cette question est abordée dans ce document au chapitre sur l'inclusion sociale et économique.

Les processus de cohésion politique doivent également être simplifiés pour que les fonds puissent être gérés plus facilement et dépensés rapidement pour pouvoir répondre aux difficultés qui surgissent et permettre aussi à des organisations plus petites de participer à des projets. En outre, la cohérence politique doit être garantie grâce à la complémentarité plutôt que la concurrence entre les différentes sources de financement de l'UE.

Revendications

Pour aboutir à un budget qui stimule les régions d'Europe, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- de renforcer la bonne gouvernance et la démocratie, que la formation des fonctionnaires se poursuive pour la politique de cohésion post 2020;
- que le déboursement des fonds de cohésion aux Etats membres soit opéré à condition que les valeurs fondamentales de l'UE⁸⁰ ou l'état de droit⁸¹ soient respectés et qu'en outre des mécanismes d'évaluation soient établis pour contrôler le respect par les bénéficiaires des Etats membres des normes communes du respect des valeurs de l'UE⁸² ; alternativement que ces fonds soient déboursés via la société civile pour empêcher que ceux qui en ont le plus besoin n'en profitent pas à cause d'actions gouvernementales; que la formation des fonctionnaires se poursuive même si le déboursement du financement est suspendue;
- de déboursier le financement de cohésion de sorte à ce qu'il ne remplace pas l'investissement national et régional mais le complète;
- de maintenir la structure de la politique de cohésion dans trois catégories, notamment les régions les plus développées, les régions en transition et les régions les moins développées, car l'impact de la mondialisation, de la migration, de la pauvreté etc. n'est pas limité aux régions les moins développées⁸³ ;
- que la durabilité soit une priorité transversale; que les fonds de la politique de cohésion (le Fonds européen pour le développement régional, et le Fonds de cohésion) contribuent à la mise en oeuvre globale du programme à l'horizon 2030 et se concentre sur la durabilité au sein des régions, y compris le transport et

⁷⁹ Les conditions ex-ante sont des conditions qui doivent être respectées avant la distribution des fonds de cohésion. http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/what/glossary/e/ex-ante-conditionalities

⁸⁰ Traité de l'Union européenne, Article 2.

⁸¹ Transparency International, 2017. Can EU funds promote the rule of law?

⁸² Cela se fera au moyen du Pacte de l'UE pour la Démocratie, l'Etat de droit et les droits fondamentaux tel que proposé par le Parlement européen (voir résolution du Parlement européen du 25 octobre 2016 - recommandations à la commission sur l'établissement d'un mécanisme de l'UE pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux (2015/2254(INL)).

⁸³ Commission européenne, 2017. Ma Région, mon Europe, notre Avenir: 7ème rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale.

l'adaptation au changement climatique comme exposé dans le programme urbain pour l'UE⁸⁴;

- que des montants de financement plus petits soient disponibles pour qu'ils puissent être gérés par les organisations de la société civile pour des projets appropriés; les organisations de la société civile seraient soutenues pour gérer ces subventions via des ateliers de renforcement des capacités; les processus de financement seraient considérablement simplifiés pour faciliter cela;
- d'introduire des indicateurs sociaux, environnementaux et démographiques comme des critères d'allocation pour des fonds de cohésion, utilisant le Socle européen des droits sociaux adopté récemment comme un point de départ et notamment le tableau de bord social⁸⁵, ainsi que le programme de développement durable à l'horizon 2030; que l'inclusion des migrants, quel que soit leur statut d'immigration, dans les communautés locales et régionales soit un critère pour la distribution de fonds;
- que les mécanismes de mise en oeuvre du financement de la cohésion soient simplifiés, rendant la programmation plus directe et permettant à la société civile, en particulier aux organisations de jeunesse, de contribuer à des projets de cohésion sans fardeaux bureaucratiques inutiles;
- la complémentarité entre les fonds de cohésion, et que d'autres sources de financement de l'UE soient mobilisées à des fins similaires, par ex. la politique agricole commune et l'Initiative pour l'emploi des jeunes.

⁸⁴Union européenne, 2016, Agenda urbain pour l'UE - le Pacte d'Amsterdam

⁸⁵ Commission européenne, 2017. Tableau de bord social.

<https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/social-scoreboard/#>

D. CITOYENNETE EUROPEENNE

Situation actuelle

La confiance des citoyens européens dans les institutions et la politique est en déclin. C'est en partie dû au fait que l'UE a échoué à efficacement aborder les attentes des citoyens tout au long des dernières grandes crises financières, économiques et sociales, et en partie à cause de l'absence continue d'implication des citoyens dans sa gouvernance.

Malgré que l'UE communique activement à propos de l'importance que les citoyens participent à son travail et qu'elle cherche à accroître le niveau d'intérêt pour les affaires de l'UE, l'euroscepticisme est en hausse⁸⁶ et l'intérêt des citoyens européens pour l'UE, surtout des jeunes, est en chute libre⁸⁷. Sans citoyens européens avisés et démocratiquement actifs, la légitimité et la responsabilité démocratique des institutions de l'Union européenne sont remises en question, tout comme la santé de notre démocratie dans son ensemble. L'UE doit investir dans une Union plus démocratique avec des citoyens plus engagés, et particulièrement encourager la participation des jeunes dans les processus démocratiques.⁸⁸

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Le Programme L'Europe pour les Citoyens a financé un certain nombre d'activités ascendantes qui n'auraient pas été possibles autrement,⁸⁹ car très peu de ressources sont disponibles aux niveaux national, régional et local pour les activités axées sur un thème transnational spécifique. Le programme a également révélé sa complémentarité avec d'autres programmes de financement de l'UE, notamment Erasmus+ et Europe créative, utilisant un large éventail de mesures pour susciter la participation citoyenne.

Depuis 2014, le programme a grandi en termes de quantité et de qualité des candidatures. Tandis que le programme croissait et attirait plus de candidats motivés, le modeste budget alloué au programme a malheureusement occasionné le rejet de nombreux projets de bonne qualité.⁹⁰ Le faible taux de succès peut également décourager les petites organisations de la société civile, y compris des organisations de jeunesse, à introduire une demande.

Le programme Europe pour les Citoyens est également devenu un instrument important pour le dialogue structuré entre les représentants de la société civile, y compris les

⁸⁶ En 2000 le vote populiste dans un Etat de l'UE était de 8,5%, en 2017 il est passé à 24,1%. The Economist, 2018. Dancing with danger: Europe's populists are waltzing into the mainstream.

⁸⁷ Les élections européennes en 2014 ont affiché le taux le plus bas d'engagement citoyen depuis les premières élections en 1979 : moins de 43% des citoyens européens sont allés voter, tandis que 72% des 16-18-24 ans n'ont pas voté du tout, et plus de 50% des 65+ l'ont fait, assurant que les intérêts des jeunes perdent de leur importance pour les institutions politiques. European Youth Forum, 2015. Young People and Democratic Life in Europe: What Next After the 2014 European elections?

⁸⁸ Traité sur le Fonctionnement de l'UE. Article 165-2.

⁸⁹ Commission européenne, 2017. Evaluation intermédiaire du programme Europe pour les Citoyens pour 2014-2020.

⁹⁰ Le taux de succès des projets sur la mémoire européenne et de la société civile n'est que de 6%. Parlement européen 2017. Résolution du Parlement européen du 2 mars 2017 sur la mise en oeuvre de la Réglementation du Conseil (EU) No 390/2014 du 14 avril 2014 établissant le programme "Europe pour les Citoyens" pour la période 2014-2020 (2015/2329(INI)).

organisations de jeunesse, et les décideurs. Il a le potentiel de devenir une plate-forme pour une discussion plus riche sur l'éducation à la citoyenneté au niveau européen, en particulier avec les jeunes, mais il faut pour cela que l'engagement politique des organes institutionnels responsables augmente. C'est le moyen de garantir que le programme réalise non seulement ses objectifs mais qu'il alimente également les priorités du programme politique actuel sur l'éducation à la citoyenneté.

Le programme 2014-2020 a contribué au développement et au renforcement de l'espace public européen en finançant un certain nombre d'organisations de la société civile pro-européennes via des subventions de fonctionnement. Il a apporté une durabilité financière à leur travail, offert un espace pour que différentes organisations apprennent à se connaître, et une certaine flexibilité pour entreprendre des activités ne pouvant être financées exclusivement à l'aide de financement de projets. Dans le contexte des difficultés accrues pour la société civile à travers l'Europe, avec un certain nombre de gouvernements cherchant à étouffer la voix de la société civile et de ceux dont elles protègent les intérêts, ce soutien est essentiel pour garantir une démocratie européenne durable et saine.

Ce que le CFP post 2020 doit réaliser

Le programme Europe pour les Citoyens est fondamental pour promouvoir la citoyenneté de l'UE et il doit donc être favorisé et développé davantage dans le CFP post 2020. Il doit être accessible et offrir une aide aux organisations de la société civile, en particulier aux organisations de jeunesse, qui oeuvrent à la promotion des valeurs européennes. Il doit également encourager la citoyenneté européenne active et le dialogue entre les citoyens et les institutions européennes.⁹¹

En adoptant une approche plus participative, les activités menées à bien grâce au programme post 2020 pourraient devenir un meilleur outil pour promouvoir les valeurs européennes d'une manière stimulante, innovante, et qui encourage la citoyenneté active et la contribution des jeunes à des sociétés durables. C'est particulièrement pertinent pour atteindre une section plus large de la population, y compris les jeunes, les personnes handicapées, les réfugiés et les demandeurs d'asile, les Roms, les groupes indigènes et les personnes de milieux socioéconomiques défavorisés, et également pour responsabiliser les citoyens à prendre des décisions éclairées qui bénéficient à l'Union.

Pour atteindre ses objectifs ambitieux, le futur programme doit être mieux financé. Cependant, les programmes complémentaires de l'UE ne doivent pas être affectés par cette augmentation : pour réduire l'écart entre les citoyens et les institutions européennes, et pour renforcer le projet européen, il faut une approche cohérente entre tous les programmes qui contribuent à accomplir cet objectif. En outre, le financement des organisations de la société civile, notamment les organisations de jeunesse, ne doit pas uniquement être retenu mais accru.

⁹¹ Comme envisagé par l'article 11 du Traité de l'Union européenne

Revendications

Pour parvenir à un budget qui encourage la citoyenneté européenne, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- d'accroître le budget du programme Europe pour les Citoyens post 2020 à 500 millions € : 1€ pour chaque citoyen;
- de soutenir des projets qui encouragent la participation active des citoyens, en particulier des jeunes, dans la prise de décisions démocratique en vue de favoriser l'élaboration politique participative dans le cadre institutionnel de l'UE;
- de soutenir le développement d'activités qui adressent le manque de participation des groupes vulnérables dans les processus démocratiques;
- d'encourager les projets de jumelage de villes qui cherchent à créer un mécanisme durable pour la participation des citoyens aux processus décisionnels aux niveaux local, régional, national et européen;
- de soutenir des programmes qui renforcent l'esprit critique ainsi que la culture numérique et l'initiation aux médias;
- de créer des liens plus solides entre les priorités du programme Europe pour les Citoyens et d'autres politiques européennes liées à la citoyenneté, ainsi que les programmes complémentaires;
- de favoriser le soutien, y compris le soutien opérationnel, aux organisations pro-européennes de la société civile, y compris les organisations de jeunesse, qui oeuvrent à la connexion des citoyens au projet européen;
- d'améliorer le dialogue structuré entre les bénéficiaires du programme, les institutions européennes et d'autres parties intéressées.
- de promouvoir des activités qui reflètent la diversité de la langue européenne, pour que chaque jeune dispose des mêmes possibilités de participer activement aux programmes européens de la jeunesse.

E. AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

Situation actuelle

La politique de l'UE, budget y compris, doit maximiser les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques et éviter, ou du moins minimiser, les impacts nocifs. L'élaboration des politiques doit être alignée sur les engagements de l'UE, en particulier l'Accord de Paris sur le changements climatique et le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le programme LIFE est le seul instrument dans le budget de l'UE qui soit entièrement consacré au soutien de projets pour l'environnement, la conservation de la nature et l'action climatique. Le programme LIFE compte actuellement pour 0,35% du budget actuel de l'UE, et il est insuffisant pour répondre aux engagements pris par l'UE.⁹² Bien qu'il soit crucial d'augmenter substantiellement le budget de LIFE pour répondre à ses engagements en matière de conservation de la nature et de changement climatique, il est tout aussi important de se pencher sur d'autres domaines qui ont un impact environnemental significatif.

L'agriculture et l'environnement sont inextricablement liés. Alors que des pratiques agricoles durables peuvent produire des avantages substantiels, des pratiques agricoles non durables ont des effets négatifs sur l'environnement. Alors que l'emploi dans l'agriculture a diminué, elle demeure un secteur important dans l'UE. En outre, l'UE dépense plus dans l'agriculture que dans n'importe quel autre secteur, pour un montant équivalent à 38% du budget total du CFP dans la période de programme actuelle. Il est donc indispensable d'étudier de plus près la Politique agricole commune (PAC) de l'UE et ses rapports avec la durabilité environnementale et sociale.

Le principal objectif de la PAC⁹³ est de sauvegarder les emplois dans le secteur en garantissant un revenu équitable aux agriculteurs, en augmentant la productivité agricole, ainsi qu'en assurant la sécurité alimentaire grâce à des marchés stables.⁹⁴ Le secteur agro-alimentaire est l'un des secteurs économiques les plus grands d'Europe, employant 22 millions d'agriculteurs et de travailleurs agricoles et plus de 44 millions de personnes indirectement dans la transformation, la distribution et les services alimentaires.⁹⁵ Plus récemment néanmoins, la PAC a été reconnue comme accomplissant une variété d'autres fonctions, y compris la fixation de normes pour la santé et le bien-être des animaux, la protection de l'environnement et le développement durable, ainsi que la préservation des communautés rurales et le renouvellement des générations.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Dans le CFP 2014-2020, une majeure partie du budget PAC (71%) est directement payée aux agriculteurs sous le "Pilier I". 24% sont utilisés pour financer le développement et les

⁹² <http://ec.europa.eu/environment/life/>

⁹³ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, Article 39, paragraphe 1.

⁹⁴ Traité sur l'Union européenne et Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁹⁵ Commission européenne. La PAC en bref.

mesures agro-environnementales (Pilier II), ce qui ne laisse que quelques 5% pour soutenir des produits agricoles spécifiques.⁹⁶

En dépit de réformes successives, la PAC actuelle n'est pas adaptée aux objectifs visés. L'UE elle-même a soutenu que "la PAC doit être modernisée, simplifiée et rendue plus cohérente par rapport à d'autres politiques de l'UE pour maximiser sa contribution aux dix priorités de la Commission et aux objectifs pour le développement durable."⁹⁷ Pour l'instant, la PAC présente de nombreux manquements dans ses objectifs environnementaux, économiques et sociaux.

La PAC obtient de piètres résultats dans l'aide aux jeunes agriculteurs. Seuls 6% des agriculteurs ont moins de 35 ans, ce qui laisse perplexe quant à l'avenir de l'agriculture dans l'UE⁹⁸ et à la durabilité du secteur à long terme. Les mesures actuelles sont insuffisantes pour soutenir les jeunes agriculteurs et assurer l'avenir du secteur agricole en Europe. Les mesures de la PAC actuelle ont échoué à fournir suffisamment d'incitations aux jeunes agriculteurs pour qu'ils entrent dans le secteur.

L'agriculture non durable utilise trop d'intrants chimiques et de pesticides, provoquant l'épuisement des sols, la perte de biodiversité et la pollution des eaux avec des effets très graves sur la santé. Globalement, l'utilisation non viable des terres menace également des écosystèmes essentiels et elle augmente notre vulnérabilité au changement climatique; l'agriculture étant directement responsable de 10% des émissions de gaz à effet de serre.⁹⁹ Même après plusieurs réformes, la PAC continue de soutenir des pratiques agricoles responsables de l'affaiblissement des ressources naturelles sur lesquelles comptent les agriculteurs.¹⁰⁰

La PAC a permis que l'Europe devienne largement autonome et l'un des premiers exportateurs de nourriture dans le monde. Cette emphase sur la compétitivité a cependant eu un effet néfaste sur les agriculteurs du Sud qui sont incapables de rivaliser avec les exportations européennes subsidiées, provoquant la destruction de moyens de subsistance dans de nombreux pays en voie de développement.¹⁰¹

Parallèlement, de nombreux Européens n'ont toujours pas accès à une nourriture de qualité. Près de 20% de la nourriture sont gaspillés dans l'UE, ce qui représente 88 millions de tonnes.¹⁰² En même temps, 43 millions de personnes dans l'UE n'ont pu se permettre un

⁹⁶ Commission européenne, 2017. La PAC expliquée: paiements directs en faveur des agriculteurs en 2015-2020.

⁹⁷ Commission européenne, 2017. La Commission européenne lance une consultation publique sur l'avenir de la Politique agricole commune.

⁹⁸ Commission européenne, 2012. Renouvellement générationnel dans l'Agriculture de l'UE : données statistiques.

⁹⁹ Sutton, M., et al. eds., 2011. European Nitrogen Assessment: Sources, Effects and Policy Perspectives.

¹⁰⁰ Birdlife & EEB, 2016. Uncap the truth: Spotlight on the EU farm policy.

¹⁰¹ Mathews A., 2015. "The CAP and development", /N McMahon J. and Cardwell, M. eds., Research Handbook on EU Agricultural Law, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, pp. 485-504.

¹⁰² Stenmarck, A. et al. (2016). Estimates of European food waste levels. FUSIONS: Reducing food waste through social innovation. Stockholm: IVL Swedish Environmental Research Institute.

repas de qualité un jour sur deux en 2015.¹⁰³ Malgré l'excédent de production alimentaire et les subsides par milliards, la PAC ne parvient pas à offrir une alimentation adéquate à chaque citoyen de l'UE.

Enfin, dans le secteur, les subsides de la PAC ne sont pas distribués équitablement, ce qui contribue à des inégalités. Globalement, près de 80% des paiements directs ne vont qu'à 20% des agriculteurs. 80% des agriculteurs ayant les revenus les plus faibles ne reçoivent qu'environ 25% du total des paiements directs.¹⁰⁴ En Irlande, par exemple, près de 50% des paiements directs sous le Pilier I n'ont été attribués qu'à 12% seulement des agriculteurs en 2015.¹⁰⁵

Ce que le CFP post 2020 doit réaliser

Les manquements de la PAC actuelle révèlent la nécessité d'une réforme. Nous avons besoin d'une PAC qui travaille avec la nature et pour les peuples, en particulier les jeunes agriculteurs. La PAC ne doit pas être utilisée pour maintenir les prix des denrées alimentaires artificiellement bas, mais plutôt pour soutenir la transition vers une gestion environnementale et une production alimentaire plus durables, aider les agriculteurs en cas de crise climatique ou sanitaire et soutenir l'installation de nouveaux jeunes agriculteurs.

Les approches agro-écologiques peuvent aborder beaucoup des problèmes de manière simultanée, pourtant à ce jour les investissements dans les systèmes d'agriculture biologique ne comptent que pour 1,5% du budget général de la PAC.¹⁰⁶ L'agro-écologie promeut des méthodes qui fonctionnent en harmonie avec la nature et avec le minimum d'impacts artificiels. Une nouvelle génération de jeunes agriculteurs et consommateurs émerge, plus conscients de l'environnement et qui préfèrent la production locale et biologique. Le modèle agricole de l'UE doit changer pour soutenir la transition vers ce nouveau modèle.

Revendications

Pour obtenir un budget qui encourage l'agriculture durable et adopte une approche proactive de la protection environnementale, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- d'augmenter considérablement les fonds pour le programme LIFE pour permettre un vaste soutien aux mesures liées à la biodiversité et à la nature;
- que des objectifs environnementaux, comme stipulés dans l'Accord de Paris sur le changement climatique, soient incorporés dans toutes les politiques internes et externes, y compris la PAC, de manière globale et cohérente;

¹⁰³ Eurostat, 2016. Impossible de se permettre un repas avec de la viande, du poulet, du poisson (ou un équivalent végétarien) un jour sur deux. Enquête de l'UE sur les Revenus et les Conditions de vie (EU-SILC). <http://ec.europa.eu/eurostat/web/regions/data/database>

¹⁰⁴ Capreform, 2016. Focus on the distribution of direct payments.

¹⁰⁵ Agriland, 2017. Près de 50% des paiements directs de l'Irlande parviennent à seulement 12% des agriculteurs.

¹⁰⁶ Fédération internationale des Mouvements d'agriculture biologique, 2016. PAC 2014-2020: l'agriculture biologique et les perspectives pour stimuler les biens publics.

- d'amender la PAC pour garantir qu'elle puisse soutenir le développement durable; que le budget consacré à la PAC soit maintenu; que les priorités de dépenses soient revues pour refléter les priorités environnementales et le renouvellement générationnel¹⁰⁷ ;
- de distribuer la PAC via un système à trois piliers comme suit :
 - 20% pour les mesures ciblant les jeunes agriculteurs et le renouvellement générationnel
 - 30% pour les mesures environnementales progressives
 - 50% pour un soutien économique durable
- d'assurer un soutien économique durable, en particulier pour les jeunes agriculteurs actifs :
 - en introduisant des programmes qui facilitent le renouvellement générationnel en proposant des incitations;
 - en soutenant l'installation de nouveaux agriculteurs en introduisant des outils de gestion foncière qui garantissent un accès équitable à la terre;
 - en soutenant le développement d'une formation professionnelle, et d'un apprentissage facilité;
 - en distribuant des paiements directs de façon plus équitable, en particulier à ceux qui ont de petites exploitations et aux jeunes agriculteurs engagés dans des approches environnementalement sensibles à l'agriculture;
 - en introduisant des mécanismes anti-fraude qui garantissent une distribution équitable des paiements.
- de garantir une PAC environnementalement durable :
 - en veillant à ce que la PAC contribue à respecter les engagements faits sous le programme à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le changement climatique;
 - en garantissant la cohérence avec les politiques et principes établis tels que le principe du "pollueur-payeur" et de la cohérence politique pour le développement durable;
 - en investissant dans une transition vers la production agricole durable et la promotion d'approches sensibles à l'environnement comme l'agro-écologie, les circuits d'approvisionnement courts et la nourriture de qualité, y compris mais pas exclusivement via des incitations financières pour les agriculteurs;
- de réintroduire des mécanismes de réglementation du marché et de la production comme des quotas et des outils d'organisation du marché commun;

¹⁰⁷ Les recommandations politiques sont basées sur les positions de nos membres, notamment le Conseil européen des jeunes agriculteurs, Rural Youth Europe et la Fédération des jeunes écologistes européens. Le Conseil européen des Jeunes Agriculteurs, 2017. Les jeunes agriculteurs sont essentiels dans la future PAC; Fédération des jeunes écologistes européens, 2017. Réinventer nos priorités agricoles.

- d'adopter des accords commerciaux qui promeuvent le commerce équitable, la production alimentaire locale et des normes sociales et environnementales plus élevées.

F. MIGRATION

Situation actuelle

Plus de 1,5 million de personnes sont arrivées par la Méditerranée depuis 2015.¹⁰⁸ La majorité écrasante de demandeurs d'asile dans l'Union européenne sont des jeunes et des enfants¹⁰⁹ Pourtant, la réponse de l'UE à l'afflux de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile n'a pas respecté les normes juridiques internationales, conduisant à des violations des droits humains et à la perte de vies humaines.

L'Europe a d'urgence besoin d'une nouvelle approche positive de la migration. Les déclarations politiques qui soutiennent l'intégration des migrants et des réfugiés doivent adopter une approche fondée sur les droits et être soutenues par des fonds. Les lois et politiques qui abordent la migration aux niveaux de l'UE et national doivent respecter le droit international, et les efforts de réinstallation doivent être soutenus au-delà des provisions existantes.¹¹⁰ En plus des obligations légales et morales, la migration présente des occasions précieuses pour l'Europe, y compris une solution au vieillissement de la population du continent.¹¹¹

Endiguer les flux irréguliers de migration est une priorité clé pour les dirigeants européens. En plus de fournir des voies pour la migration légale, l'UE doit également accorder la priorité au rehaussement des niveaux de vie à travers le globe et égaliser la distribution des richesses, y compris grâce au financement pour le développement. Ce point est développé dans le chapitre sur l'Europe globale et l'action extérieure.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Le principal instrument de financement de l'UE soutenant l'inclusion des migrants est le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI). Etabli en 2014, le FAMI s'était vu allouer un montant initial de 3,1 milliards €. ¹¹² 88% du FAMI sont alloués aux Etats membres pour la mise en oeuvre de Programmes nationaux (PN), tandis que la Commission européenne gère directement les 12% restants. Un total de 765 millions € a été affecté à l'intégration des

¹⁰⁸ Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR): <http://data2.unhcr.org/fr/situations/mediterranean>

¹⁰⁹ En 2015, 53% des demandeurs d'asile pour la première fois dans l'UE avaient entre 18-34 ans, et 30% avaient moins de 18 ans.

¹¹⁰ Dès novembre 2017, parmi les 22.504 demandes reçues par les Etats membres, 18.366 réfugiés avaient été réinstallés dans l'UE et les pays AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse). La Commission européenne a réservé 500 millions € pour 50.000 autres réfugiés présumés qui devront être réinstallés d'ici à octobre 2019.

¹¹¹ L'UE verra une réduction du nombre de personnes en âge de travailler par personne dans les prochaines décennies : de 4 personnes en âge de travailler par personne de plus de 65 ans aujourd'hui à 2 personnes en âge de travailler dans les prochaines décennies. Commission européenne, 2018. Rapport 2018 sur le Vieillissement.

¹¹² UNHCR & ECRE, 2018. Follow the Money: Assessing the use of EU Asylum, Migration and Integration Fund funding at the national level.

Programmes nationaux.¹¹³ La réglementation qui établit le FAMI spécifie les dépenses obligatoires minimum pour la réception (20%) et les priorités de migration légale et d'intégration (20%).¹¹⁴

En 2017, l'UE a alloué 1,13 milliard € supplémentaire pour aider les PN des Etats membres. Les principales préoccupations soulevées par la société civile comprennent les critères d'éligibilité et le manque d'accessibilité des fonds FAMI au niveau national, ainsi qu'un manque de transparence dans l'attribution des fonds.¹¹⁵ En dépit de leur rôle dans l'inclusion qu'elles encouragent, les organisations de jeunesse n'introduisent pas souvent de demandes de financement auprès du FAMI car la procédure est complexe et les montants trop élevés pour être absorbés par des organisations de jeunesse.

D'autres fonds de l'UE ont également été mobilisés pour répondre aux flux migratoires ces dernières années. Les principaux fonds en plus du FAMI qui contribuent à l'inclusion des réfugiés, des migrants et des ressortissants des pays tiers sont :¹¹⁶

- le Fonds européen pour le développement régional
- le Fonds européen agricole pour le développement rural
- le Fonds social européen
- le Fonds européen d'aide aux plus démunis
- le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- Erasmus+
- Emploi et Innovation sociale
- Europe pour les Citoyens

Il existe un manque de données relatives au nombre/pourcentage de fonds investis dans l'inclusion de la part de programmes autres que le FAMI. La Commission européenne doit récolter et publier ces informations.

Comme fonds clé de l'UE auquel les organisations de jeunesse ont accès, Erasmus+ accorde également la priorité à l'inclusion des migrants et des réfugiés. Inclure l'intégration dans les programmes de financement de l'UE est un développement positif, mais dans plusieurs cas comme le Fonds social européen et le FAMI, les fonds sont limités aux ressortissants des pays tiers résidents légaux, ou à ceux qui suivent déjà une procédure de demande d'asile. De telles restrictions exigent des organisations bénéficiaires qu'elles vérifient systématiquement le statut migratoire de ceux à qui elles viennent en aide, ce qui

¹¹³ Commission européenne, 2016. Plan d'action sur l'intégration des ressortissants des pays tiers, p.15.

¹¹⁴ Réglementation (EU) No 516/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 établissant le Fonds Asile, Migration et Intégration, amendant la décision du Conseil 2008/381/EC et abrogeant les décisions Décisions No 573/2007/EC et No 575/2007/EC du Parlement européen et du Conseil et Décision du Conseil 2007/435/EC

¹¹⁵ *Ibid*

¹¹⁶ La Commission européenne a publié des informations et conseils sur les synergies entre FAMI et d'autres instruments de financement sur la réception et l'intégration des demandeurs d'asile et autres migrants. Voir: a) Commission européenne, 2015. Synergies entre le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) et d'autres instruments de financement de l'UE en lien à la réception et l'intégration de demandeurs d'asile et de migrants; b) Commission européenne, 2018. Toolkit on the use of EU funds for the integration of people with a migrant background.

justifie la division persistante des familles en fonction du statut migratoire.¹¹⁷ Plus généralement, de telles exigences de communication engendrent un fardeau supplémentaire pour la société civile et promeuvent le profilage racial des utilisateurs du service.¹¹⁸

Enfin, une des principales entraves pour les jeunes réfugiés reste la transition à l'âge adulte et la perte correspondante de protection dès qu'ils atteignent l'âge de la majorité. Les fonds pour soutenir cette période de transition doivent être rendus disponibles, y compris grâce à l'extension de certaines protections et garanties sociales à une tranche d'âge plus élevée (par ex. les 18-25 ans).¹¹⁹

Ce que le CFP post 2020 doit réaliser

Le CFP post 2020 doit garantir une approche de la migration fondée sur les droits. Un investissement dans des parcours migratoires sûrs et légaux doit donc être priorisé, comme établi dans le second pilier du Plan d'Action de La Vallette.¹²⁰ Etant donné que l'intégration implique souvent un processus à sens unique par lequel les nouveaux arrivants s'intègrent dans leurs nouvelles communautés, une plus grande attention doit être accordée à l'inclusion. L'inclusion n'est pas unilatérale mais plutôt un processus réciproque et mutuellement influençant qui représente une opportunité et une difficulté pour tous; elle est une tâche qui incombe à tout le monde.¹²¹ Le soutien à l'inclusion doit être garanti dès l'arrivée, avec un accent sur l'accès au marché du travail pour les nouveaux arrivants et une intégration à long terme dans le marché du travail, l'accès à une éducation inclusive et non séparée qui respecte leur langue maternelle et leur patrimoine culturel, l'accès à un logement adéquat et non séparé, et l'accès à des services destinés à l'ensemble de la population, y compris les soins de santé et les services juridiques.

La jeunesse doit être intégrée dans les programmes de financement qui soutiennent l'asile, la migration et l'intégration, surtout au vu de la tranche d'âge de ceux qui arrivent en Europe. Les organisations de jeunesse sont des acteurs prépondérants à cet égard, et elles sont souvent en première ligne de l'accueil, du travail et du soutien des jeunes réfugiés.¹²² Les organisations de jeunesse sont d'importants contributeurs favorisant une société inclusive pour tous les jeunes culturellement et socialement divers, les responsabilisant à devenir des citoyens actifs.¹²³ Leur accès à des programmes de financement appropriés sous le CFP post 2020 doit être facilité.

La migration et la sécurité ne sont pas liées. L'Union européenne doit être ferme dans sa déclaration politique et ne pas associer ces deux domaines soit au financement soit à la politique. Une distinction précise entre les fonds de l'UE pour la sécurité et la migration doit

¹¹⁷ Plate-forme sociale, 2018. Position sur le CFP post 2020.

¹¹⁸ *Ibid*

¹¹⁹ Partenariat entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse, 2017. Young Refugees' Transition to Adulthood: Literature Review and Policy Brief.

¹²⁰ Union européenne, 2015. Sommet de La Vallette sur le Plan d'Action Migration

¹²¹ European Youth Forum, 2015. Résolution sur la protection et l'intégration des jeunes réfugiés en Europe.

¹²² European Youth Forum, 2016. Accès à l'éducation, la formation professionnelle et le marché du travail pour les demandeurs d'asile.

¹²³ European Youth Forum, 2015. Résolution sur la protection et l'intégration des réfugiés en Europe.

être faite. En outre, le financement pour l'action extérieure ne doit pas être utilisé pour soutenir la réception de demandeurs d'asile dans l'UE, car cela compromet l'aide au développement. Enfin, pour garantir une valeur ajoutée, les programmes de financement doivent soutenir la mise en oeuvre des valeurs et politiques de l'UE, comme l'a été l'objectif du FAMI.

Revendications

Pour obtenir un budget qui protège et accueille les migrants et les réfugiés, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- la séparation des priorités de migration de celles de sécurité dans le CFP post 2020 puisque les deux domaines ne sont pas liés;
- d'intégrer la jeunesse dans tous les programmes de financement de l'UE qui soutiennent l'intégration, y compris au niveau national, par exemple via les programmes nationaux du FAMI; cela doit inclure l'utilisation de fonds pour soutenir le secteur de la jeunesse, reconnaître le rôle du travail jeunesse et de l'éducation non formelle pour faciliter l'intégration;
- de garantir la participation totale et sensée des acteurs de la société civile, y compris les organisations de jeunesse, dans la conception, la mise en oeuvre, la supervision et l'évaluation des programmes de financement aux niveau européen et national, y compris en affectant des fonds pour la société civile; pour le FAMI, cela signifie de renforcer le principe de partenariat pour qu'il soit une partie obligatoire des programmes nationaux en vue de systématiquement inclure la représentation d'une variété de partenaires y compris la société civile, ainsi que la mise en oeuvre au niveau européen;¹²⁴
- d'accroître l'allocation minimum pour soutenir l'intégration dans le cadre des programmes nationaux du FAMI à 30%;¹²⁵
- de consacrer des fonds au soutien de la transition des jeunes à l'âge adulte, en particulier après qu'ils ont atteint l'âge de la majorité, par exemple en introduisant une période de transition s'étendant au-delà de 18 ans;
- d'éliminer les restrictions sur le financement pour les organisations et les prestataires de services soutenant les migrants sur base du statut migratoire, ainsi que toutes les obligations correspondantes pour signaler les migrants sans papier qui bénéficient d'une aide humanitaire;¹²⁶
- d'assurer une plus grande coopération et coordination entre les autorités qui gèrent les fonds soutenant l'intégration au niveau de l'UE, en vue de mieux soutenir le rôle complémentaire de la société civile.

¹²⁴ UNHCR & ECRE, 2018. Follow the Money: Assessing the use of EU Asylum, Migration and Integration Fund funding at the national level.

¹²⁵ Comme recommandé dans le rapport UNHCR & ECRE (ibid)

¹²⁶ Plate-forme sociale, 2018. Position sur le CFP post 2020.

G. EUROPE GLOBALE ET ACTION EXTERIEURE

Situation actuelle

Dans un monde de plus en plus interconnecté, globalisé et complexe, les défis de l'UE et de ses partenaires à travers le monde ne peuvent être résolus par les gouvernements individuels mais grâce à une coopération et une action collective. La pauvreté, l'inégalité, le changement climatique, les violations des droits humains, le dépouillement de l'espace civique et l'insécurité humaine entre autres sont des difficultés d'ordre mondial. L'UE dans son ensemble continue d'être le plus grand donateur d'aide publique au développement (APD), malgré qu'elle échoue à respecter ses engagements. L'action de l'UE au-delà de ses frontières doit être essentielle pour aborder ces difficultés collectives.

Les développements récents dans la politique extérieure de l'UE et ses engagements internationaux influenceront son action en lien à la politique étrangère et de sécurité, à la coopération au développement, aux droits humains et aux relations avec le voisinage dans les années à venir. En 2016, l'Union européenne adoptait une *Stratégie globale* pour la politique étrangère et de sécurité, soulignant le besoin de promouvoir un ordre mondial mieux réglementé contribuant à un monde plus pacifique et durable.¹²⁷ En 2015, les Etats membres des Nations Unies ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, répondant à de nouveaux défis mondiaux et reconnaissant le besoin d'une action universelle pour placer le monde sur une voie plus durable. Cependant, jusqu'ici l'UE a échoué à amener la mise en oeuvre du programme 2030 dans son élaboration politique complète.

En réponse à ce nouvel Agenda mondial, en 2017 l'UE adoptait le Nouveau consensus européen sur le développement comme une vision partagée pour l'action de coopération au développement pour l'UE et ses Etats membres.¹²⁸ Il répond aux nouveaux défis mondiaux et veut faire correspondre la politique de développement de l'UE au programme 2030. Sous ce nouveau consensus, l'objectif principal de la politique de développement reste l'éradication de la pauvreté, mais il reconnaît également le besoin d'intégrer les dimensions sociales, environnementales et économiques du développement durable dans la politique européenne de développement.

Action extérieure & jeunesse

Actuellement, 85% de la population du globe de moins de 30 ans vivent dans des économies émergentes ou en voie de développement. En dépit de cette vaste population mondiale de jeunes, les jeunes n'ont pas été considérés dans le contexte de l'action extérieure ou de la politique de développement jusqu'à récemment.

¹²⁷ Union européenne, 2016. Vision partagée, Action commune : Une Europe consolidée - une Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne.

¹²⁸ Nouveau Consensus européen pour le Développement : Notre Monde, Notre Dignité, Notre Avenir

L'UE a commencé à mettre l'accent sur la jeunesse et le rôle des jeunes dans son action extérieure. La *Stratégie globale* engage l'UE à approfondir le travail sur la jeunesse dans son action extérieure pour encourager la coexistence et contrer l'extrémisme violent. Elle reconnaît que pour promouvoir des sociétés résilientes, il va falloir soutenir des opportunités de travail décentes pour les jeunes.¹²⁹ Le nouveau consensus européen pour le développement reconnaît la jeunesse comme un élément transversal qui doit être abordé pour réaliser le développement durable et il engage l'UE à "renforcer les droits des jeunes et leur responsabilisation dans la conduite des affaires publiques, y compris en promouvant leur participation dans l'économie, la société et la prise de décisions au niveau local, notamment via les organisations de jeunesse".¹³⁰ En 2017, la jeunesse était au coeur des relations de l'UE avec l'Afrique; le thème du 5ème sommet Union africaine-Union européenne était "Investir dans la jeunesse".

Depuis l'adoption de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (RCSNU 2250) en 2015,¹³¹ l'UE a commencé à réfléchir au rôle de la jeunesse dans la réconciliation et à envisager comment elle peut prioriser la jeunesse, la sécurité et la paix et la mise en oeuvre de cette fameuse résolution dans son action extérieure, en reflétant le rôle des organisations de jeunesse et des jeunes dans la réconciliation et dans la promotion de sociétés pacifiques.¹³²

Enfin, lorsqu'il s'agit de son voisinage direct, l'UE a également souligné l'importance de la jeunesse dans ses actions. Les opportunités pour les jeunes et les échanges de jeunes sont des éléments essentiels de la Politique européenne de voisinage.¹³³ Les programmes actuels sont fondamentaux pour les organisations de jeunesse dans les pays participants.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Dans le Cadre financier pluriannuel actuel, l'action extérieure de l'Union est couverte par l'intitulé "Europe globale" et elle gère le développement et la coopération internationale, l'aide humanitaire, le voisinage et l'élargissement, et les instruments de la politique étrangère.¹³⁴ L'action extérieure n'a représenté qu'un peu plus de 66 milliards € dans la période budgétaire globale.

De manière générale, le CFP actuel a été particulièrement affecté par les récents développements géopolitiques comme la pression migratoire accrue¹³⁵ ou l'instabilité dans le voisinage. Il a été essentiel de fournir un financement supplémentaire pour répondre à ces

¹²⁹ *Op. cit.*

¹³⁰ Nouveau consensus européen pour le développement: Notre monde, notre dignité, notre avenir.

¹³¹ RCSNU 2250 sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité - 9 décembre 2015.

¹³² Rapport de la réunion: Consultation régionale européenne Jeunesse, Paix et Sécurité - 25-27 septembre 2017.

¹³³ Instrument européen de voisinage - 2014-2020.

¹³⁴ L'intitulé 4 finance les programmes suivants : Politique étrangère et de sécurité commune, Instrument de coopération au développement, Volontaires de l'aide de l'UE; Protection civile de l'UE et Centre européen de coordination de la réaction d'urgence; Instrument européen pour la démocratie et les droits humains; Instrument européen pour le voisinage; Fonds de garantie pour les actions extérieures; Aide humanitaire; Instrument de coopération pour la sécurité nucléaire; Instrument d'Aide à la pré-adhésion; Instrument contribuant à la stabilité et la paix; Assistance macrofinancière; Instrument de partenariat

¹³⁵ Comme souligné par le Parlement européen - P8_TA(2016)0309 - 6 juillet 2016.

nouvelles difficultés, sans compromettre les objectifs des programmes fixés dans ce domaine.¹³⁶

Malgré que l'action extérieure de l'UE place aujourd'hui l'accent sur la jeunesse, les sources de financement disponibles ne correspondent pas à l'engagement politique. Cette attention accordée à la jeunesse fait défaut dans les instruments couverts par "Europe globale", et dans les enveloppes disponibles pour les candidats de la société civile, les organisations de jeunesse sont écartées des possibilités de financement à cause de la taille des subventions, du fardeau administratif et des exigences légales.

Une difficulté majeure pour l'action extérieure de l'UE et son financement a été son caractère "extérieur". En effet, les programmes pour l'action extérieure ont été conçus de manière isolée par rapport aux politiques internes de l'UE, créant soit des décalages potentiels soit une répétition des actions. Même si certains autres programmes avaient des éléments d'action extérieure dans leurs objectifs et actions, ils étaient limités.¹³⁷ L'UE a échoué à garantir que les programmes intérieurs et extérieurs s'associent de façon cohérente¹³⁸ et a donc manqué de vision holistique.

Enfin, des instruments spéciaux en dehors du Cadre financier pluriannuel actuel (par ex. le Fonds européen de développement) ou des instruments financiers comme le Plan d'investissement extérieur ont également été utilisés pour soutenir l'action extérieure de l'Union.

Ce que le CFP post 2020 doit réaliser

Le prochain CFP doit poursuivre les objectifs de la Stratégie globale, et du nouveau consensus européen pour le développement et reposer sur les valeurs fondamentales de l'Union européenne,¹³⁹ les principes et objectifs de l'action extérieure de l'UE¹⁴⁰ et les principes de la politique de développement de l'UE.¹⁴¹ L'action extérieure de l'UE doit contribuer à un développement plus durable socialement, économiquement et environnementalement. Globalement, il devrait y avoir *"une coordination plus forte entre les politiques extérieures et internes (...), y compris la mise en oeuvre des objectifs pour le développement durable du programme des Nations Unies à l'horizon 2030"*.¹⁴²

Il faut une approche cohérente dans l'ensemble des programmes internes pour inclure une dimension externe, y compris des mécanismes spécifiques de financement pour soutenir cela, et que les jeunes soient une priorité thématique.¹⁴³ Les programmes de financement internes et externes doivent également veiller à ce que le principe de cohérence politique

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ The European Centre for Development Policy Management, 2017. Strategically financing an effective for the EU in the world: first reflections on the next EU Budget.

¹³⁸ *Op. cit.*

¹³⁹ Traité de l'Union européenne. Article 2.

¹⁴⁰ Traité de l'Union européenne. Article 21.

¹⁴¹ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Article 208

¹⁴² Commission européenne, 2017. Document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE.

¹⁴³ Comme souligné dans l'Opinion sur le prochain CFP de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen: 25 janvier 2018

pour le développement et l'engagement envers la cohérence politique pour le développement durable entériné dans le programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁴⁴ soit respecté.

De plus, toute démarche visant à amener le budget du Fonds européen de développement dans le CFP doit garantir que le financement du FED ainsi que celui d'autres instruments d'action extérieure ne soient pas réduits.

Le successeur de l'instrument actuel pour la coopération au développement doit être utilisé pour soutenir les pays partenaires et leur société civile à oeuvrer en faveur du programme 2030, en se concentrant sur le bien-être des peuples et de la planète, dans leurs contextes. Ce financement ne doit pas être utilisé pour aborder les difficultés au sein des frontières de l'UE, mais seulement pour apporter un soutien aux pays partenaires. Le prochain CFP doit continuer de garantir un financement direct aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits humains à travers une série d'instruments d'action extérieure, en particulier mais pas exclusivement dans des pays où les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit sont menacés.¹⁴⁵

L'attention accordée à la jeunesse comme une force motrice clé pour la réalisation du développement durable doit être dominante dans l'Instrument de coopération au développement. Cette attention doit être présente tant dans le soutien budgétaire aux pays partenaires qu'aux programmes ouverts à la société civile afin de réaliser les objectifs de renforcer les droits des jeunes, leur participation à la conduite des affaires publiques, aux économies locales, aux sociétés et à la prise de décisions, ainsi que dans l'augmentation d'opportunités d'emploi de qualité et de politiques d'éducation efficaces.

Comme reconnu dans le nouveau consensus européen pour le développement, les organisations de jeunesse sont un canal clé pour renforcer les droits et la participation des jeunes. Les organisations de jeunesse représentatives dans les pays partenaires, et en coopération avec les organisations européennes de jeunesse, le cas échéant, doivent être soutenues pour accomplir ce rôle via le CFP. Cela demandera la simplification des procédures de demande, des subventions plus petites et moins de fardeaux administratifs pour les organisations de jeunesse dans l'ensemble des programmes de financement ouverts à la société civile, en plus d'un financement spécifique pour soutenir le fonctionnement des organisations de jeunesse dans le contexte local et national, ainsi que le soutien à la coopération et l'échange entre les organisations de jeunesse dans différentes régions, grâce à une variété d'instruments d'action extérieure. L'accès des organisations de jeunesse au financement pour l'éducation et la sensibilisation au développement, ainsi que pour l'éducation au développement durable doit également être simplifié. Les programmes qui succéderont à l'instrument européen pour le voisinage et à l'instrument d'aide à la préadhésion doivent également allouer un financement accru pour soutenir la société civile et les organisations de jeunesse à contribuer au développement de la démocratie et de l'état de droit.

¹⁴⁴ Cible 17.14: "Renforcer la cohérence des politiques de développement durable"
http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/69/L.85

¹⁴⁵ Comme indiqué dans le projet de rapport du Parlement européen sur le prochain CFP

Des opportunités élargies pour les jeunes de s'engager dans un contexte global, notamment via le programme qui succédera à Erasmus+,¹⁴⁶ doivent être garanties de manière coordonnée à travers différentes politiques.

Enfin, le prochain Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme doit accorder une attention spécifique aux droits des jeunes, par exemple aux obstacles que rencontrent les jeunes pour accéder à leurs droits fondamentaux. Dans la politique étrangère et de sécurité commune, un financement spécifique doit être alloué pour garantir la mise en oeuvre de la RCSNU 2250, et la participation des organisations de jeunesse à cette mise en oeuvre.

Revendications

Pour obtenir un budget qui promeuve une Europe globale, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- de promouvoir le respect et la promotion des valeurs fondamentales, notamment la démocratie, les droits humains et l'état de droit, dans l'ensemble de ses programmes et politiques internes et externes;
- d'allouer un financement suffisant et cohérent pour mettre en oeuvre la Stratégie globale de l'Union européenne;
- de garantir la cohérence de la politique de développement durable et la mise en oeuvre intégrée du programme de développement durable à l'horizon 2030 dans ses programmes et politiques externes;
- de veiller à la cohérence entre les programmes et politiques internes et dans le développement de la dimension extérieure des programmes et politiques internes;
- de réellement prêter attention à la jeunesse dans la politique de développement comme entériné dans le nouveau consensus européen pour le développement grâce à un soutien budgétaire aux pays partenaires et aux programmes ouverts à la société civile;
- d'affecter un financement suffisant et accru aux organisations de jeunesse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe dans l'ensemble des instruments et programmes d'action extérieure; de développer un mécanisme pour que les jeunes Européens puissent participer au niveau mondial à des forums tels que les Nations Unies;
- d'attribuer un financement suffisant et accru aux organisations de jeunesse à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe pour mettre en oeuvre la résolution RCSNU 2250 sur la Jeunesse, la paix et la sécurité dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune;¹⁴⁷
- d'intégrer le Fonds européen de développement dans le Cadre financier pluriannuel en veillant à ce que l'enveloppe globale du FDE soit incorporée aux plafonds du CFP existants.

¹⁴⁶ European Youth Forum, 2017. Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+.

¹⁴⁷ Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2018. Rapport du Secrétaire Général: Réconciliation et maintien de la paix.

H. RECHERCHE ET INNOVATION

Situation actuelle

D'énormes difficultés et opportunités se présentent à l'Union européenne suite à la mondialisation, au changement social et aux avancées technologiques. Pour pouvoir en récolter les fruits et affronter les difficultés, l'UE doit investir dans la Recherche et le Développement (R&D). Ce faisant, les Etats membres ont le potentiel de moderniser leurs économies, d'utiliser la technologie pour fournir de meilleurs services à une population plus connectée, et pour financer la recherche fondamentale et appliquée en vue de soutenir l'innovation technologique et sociale, la décarbonisation, et l'économie circulaire. L'UE a un rôle à jouer en assistant les Etats membres dans cette transition et elle doit continuer à le faire.

Comment s'en est sorti le CFP actuel

Le Programme cadre pour la recherche et l'innovation 8 (PC8), mieux connu sous le nom Horizon 2020, est le principal programme de l'UE consacré à la recherche et à l'innovation à raison de près de 77 milliards € de financement alloués dans l'ensemble du CFP actuel.¹⁴⁸ Le financement d'Horizon 2020 provient des niveaux UE, national, et régional, et même de fonds privés, et il comporte trois domaines prioritaires de financement: "Excellence scientifique", "Primauté industrielle", et "Défis sociétaux". Plus de 70% du financement global sont alloués aux piliers "Excellence scientifique" et "Défis sociétaux".¹⁴⁹ L'évaluation intermédiaire a confirmé que le programme reste très pertinent, indiquant que 83% des projets financés n'auraient pas progressé sans cette source de financement.¹⁵⁰ Horizon 2020 contribue également activement à améliorer l'attractivité de l'UE comme un pôle de recherche en encourageant la création de réseaux transnationaux, multidisciplinaires, le regroupement des ressources, et en créant une masse critique pour relever des défis mondiaux.¹⁵¹

Toutefois, il existe aussi des problèmes majeurs qui sapent le potentiel du programme. Horizon 2020 est gravement sous-financé par rapport à sa demande; 3 projets de bonne qualité sur 4 ne recevant pas de financement. La Commission européenne estime que 62,4 milliards € supplémentaires auraient été nécessaires pour financer tous les projets ayant introduit une demande auprès du programme. Un autre problème est la structure du programme qui, en dépit de quelques améliorations, comporte des difficultés de navigation pour les parties prenantes. Sa mise en oeuvre est de la responsabilité de neuf différentes directions générales (DG) de la Commission européenne et de 22 organismes différents, faisant du programme Horizon 2020 un programme peu maniable et difficile à comprendre, à gérer et à appliquer. En termes de résultats concrets, Horizon 2020 peine actuellement à réaliser des percées quant à l'impact de projets scientifiques (en particulier lorsqu'il s'agit de

¹⁴⁸ Parlement européen Think Tank, 2017. Programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation: Évolution et données clés depuis le premier programme-cadre jusqu'à Horizon 2020, dans la perspective du neuvième programme-cadre

¹⁴⁹ European Parliamentary Research Service, 2017. Briefing: Horizon2020.

¹⁵⁰ Commission européenne, 2017. Evaluation intermédiaire d'Horizon2020.

¹⁵¹ *Ibid.*

projets liés au développement durable et au changement climatique), et à obtenir un impact politique plus large dans l'UE pour encourager les Etats membres à investir en faveur de la R&D. Il semble de plus en plus improbable que l'objectif d'Europe 2020 d'investir au moins 3% du PIB dans la R&D soit atteint à l'horizon 2020 étant donné que l'investissement des Etats membres stagne à une moyenne de 2% depuis ces dernières années.

Ce que doit réaliser le CFP post 2020

Horizon 2020 et son successeur, le Partenariat Cadre 9 (PC9), doit continuer à constituer la base scientifique et technologique en soutenant des projets visant à résoudre les défis sociétaux auxquels l'UE est actuellement confrontée. Pour y parvenir, le budget du PC9 doit être augmenté à au moins 100 milliards € pour le prochain CFP pour pouvoir répondre à la demande.¹⁵² Ce financement accru doit continuer de favoriser l'excellence scientifique, la recherche fondamentale et financer l'innovation dans l'UE, mais les sciences sociales et humaines (SSH) doivent absolument jouer un rôle plus important dans le PC9. L'innovation technologique est importante mais un financement adéquat de la recherche en SSH est fondamental pour étudier les nouveaux défis tels que l'extrémisme violent, le populisme, la migration, et les inégalités. Le rôle des jeunes dans la recherche comme un sujet, mais aussi comme chercheurs doit être compris et un plus grand nombre de projets de jeunes chercheurs et/ou à propos des jeunes et du domaine de la jeunesse doivent être financés. Le PC9 doit allouer plus de fonds pour s'attaquer à la discrimination structurelle qui persiste dans la R&D au moyen d'une approche stratégique en vue d'augmenter le nombre de femmes et de minorités ethniques qui travaillent activement dans la R&D. La structure du PC9 doit être grandement simplifiée pour faciliter sa gestion, sa compréhension et la soumission de demandes de fonds. De meilleures règles de cofinancement et de complémentarité avec d'autres fonds comme les Fonds ESI doivent également être considérées.

Revendications

Pour obtenir un budget qui encourage l'excellence dans la recherche et le développement, le Forum européen de la Jeunesse demande :

- d'augmenter substantiellement le budget du programme qui succédera à Horizon 2020;
- de renforcer le rôle des sciences sociales et humaines (SSH) et de la recherche sur la jeunesse dans le programme qui succédera à Horizon 2020;
- de rendre le programme qui succédera à Horizon 2020 plus accessible à un nombre plus vaste de chercheurs, en particulier les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunesse.

¹⁵² Comme demandé par le Parlement européen

VI. REFERENCES

European Youth Forum

European Youth Forum Document politique sur les droits des jeunes. Adopté à l'Assemblée générale, Maribor, Slovénie, 22-25 novembre 2012.

European Youth Forum, 2013. Charte européenne pour la qualité des stages et des apprentissages.

European Youth Forum, 2013, Document politique sur l'Education de qualité

European Youth Forum, 2015. Young People and Democratic Life in Europe: What Next After the 2014 European elections?

European Youth Forum, 2015. Résolution sur la protection et l'intégration des jeunes réfugiés en Europe.

European Youth Forum Résolution sur l'autonomie et l'inclusion des jeunes. Adoptée au Conseil des Membres Bruxelles, Belgique, 15-16 avril 2016.

European Youth Forum, 2016. 8 normes pour une politique de jeunesse de qualité.

European Youth Forum, 2016. Exclure les jeunes, c'est mettre notre avenir en péril.

European Youth Forum, 2016. Accès à l'éducation, la formation professionnelle et le marché du travail pour les demandeurs d'asile

European Youth Forum Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+. Adopté au Conseil des Membres, Cascais, Portugal, 23-25 novembre 2017.

European Youth Forum, 2018. Prise de position actualisée sur la mise en oeuvre de la garantie pour la jeunesse.

Externes

Agriland, 2017. Almost 50% of Ireland's direct payments go to just 12% of farmers.

Birdlife & EEB, 2016. Uncap the truth: Spotlight on the EU farm policy.

Capreform, 2016. Focus on the distribution of direct payments.

Civil Society Europe and Civico, 2016. Civic Space in Europe Survey.

Council of the European Union, 2016. Urban Agenda for the EU: Pact of Amsterdam.

David Rinaldi, 2018. Mainstreaming youth in the post-2020 EU budget.

The Economist, 2018. Dancing with danger: Europe's populists are waltzing into the mainstream.

The European Centre for Development Policy Management, 2017. Strategically financing an effective for the EU in the world: first reflections on the next EU Budget.

European Commission, 2012. Generational renewal in EU Agriculture: Statistical background.

European Commission, 2015. Synergies between the Asylum Migration and Integration Fund (AMIF) and other EU funding instruments in relation to reception and integration of asylum seekers and other migrants.

European Commission, 2016. Action Plan on the Integration of Third Country Nationals.

European Commission, 14th of September 2016. State of the Union Address 2016: Towards a better Europe - a Europe that protects, empowers and defends.

European Commission, 2016. The Youth Guarantee and Youth Employment Initiative three years on.

European Union, 2016, Urban Agenda for the EU - Pact of Amsterdam

European Commission, 2017. CAP Explained: Direct payments for farmers 2015-2020.

European Commission, 2017. Combined evaluation of Erasmus+and predecessor programmes. p. 434

European Commission, 2017. The Commission's Contribution to the Leaders' Working Lunch, Gothenburg.

European Commission, 2017. Education and Training Monitor 2017.

European Commission, 2017. The European Commission launches public consultation on the future of the Common Agricultural Policy.

European Commission, 2017. Interim Evaluation of Horizon2020.

European Commission, 2017. Mid-term evaluation of the Europe for Citizens programme for 2014-2020.

European Commission, 2017. My Region, my Europe, our Future: Seventh Report on economic, social and territorial cohesion.

European Commission, 2017. Reflection Paper on the Future of EU Finances.

European Commission, 2017. Reflection paper on Harnessing Globalisation.

European Commission, 2017. Staff Working Document: Strategic report 2017 on the implementation of the European Structural and Investment Funds.

European Commission, 14th of February 2018. EU long-term budget after 2020: European Commission sets out options – and their consequences.

European Commission, 2018. The 2018 Ageing Report.

European Commission, 2018. Toolkit on the use of EU funds for the integration of people with a migrant background.

European Council of Young Farmers, 2017. Young Farmers are Key in the Future CAP.

European Parliament Think Tank, 2017. EU Framework Programmes for research and innovation: Evolution and key data from FP1 to Horizon2020 in view of FP9.

European Parliamentary Research Service, 2017. Briefing: European Social Fund.

European Parliamentary Research Service, 2017. Briefing: Horizon2020.

European Trade Union Confederation, 2017. Position on the Multiannual Financial Framework post 2020.

European Union, 2016. Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe - A Global Strategy for the European Union's Foreign And Security Policy.

Eurostat, 31st October 2017. Euro Area Employment at 8.9%.

Federation of Young European Greens, 2017. Reinventing our Agricultural Priorities.

High Level Group on Own Resources, 2016. Future Financing of the EU: Final report and recommendations of the High Level Group on Own Resources, 2016.

International Labour Office, 2015. The Youth Guarantee in Europe: features, implementation and challenges.

International Monetary Fund, 2018. Inequality and Poverty across Generations in the European Union.

Mathews A., 2015. "The CAP and development", *IN* McMahon J. and Cardwell, M. eds., Research Handbook on EU Agricultural Law, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, pp. 485-504.

Mendez C. and Bachtler J., 2015. Permanent Revolution in Cohesion Policy: Restarting the Reform Debate, EoRPA Paper 15/4, Paper prepared for the 36th meeting of the EoRPA Regional Policy Research Consortium.

Partnership between the European Commission and Council of Europe in the field of youth, 2017. Young Refugees' Transition to Adulthood: Literature Review and Policy Brief.

Progressive Economy Blog, 2018. Laszlo Andor, 2018. Cohesion and conditionality in the EU, By Laszlo Andor.

Stenmarck, A. et al. (2016). Estimates of European food waste levels. FUSIONS: Reducing food waste through social innovation. Stockholm: IVL Swedish Environmental Research Institute.

Sutton, M., et al. eds., 2011. European Nitrogen Assessment: Sources, Effects and Policy Perspectives.

Transparency International, 2017. Can EU funds promote the rule of law?

UNHCR & ECRE, 2018. Follow the Money: Assessing the use of EU Asylum, Migration and Integration Fund funding at the national level.

United Nations Security Council, 2018. Report of the Secretary General: Peacebuilding and Sustaining Peace.

Young European Federalists, 2017, A Federal Budget for the European Youth. Young European Federalists, 2017, On the institutional design and governance of the Eurozone.